



Diagnostic

Novembre 2023

Contexte législatif.....	5
Intérêt d'un RLPi.....	5
La caducité	5
Adopter des règles plus restrictives que les règles nationales et adaptées au territoire ...	5
1 : LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL	7
1.1 Les principales étapes de la procédure	7
1.2 Les pièces constitutives du RLPi.....	10
1.2.1 Le rapport de présentation	10
1.2.2 Le règlement	10
1.2.3 Les annexes.....	10
1.3 Le champ d'application matériel	11
1.3.1 La publicité.....	11
1.3.2 L'enseigne	12
1.3.3 La préenseigne	13
1.3.4 Le cas particulier des préenseignes dérogatoires.....	14
1.3.5 L'affichage d'opinion	15
1.3.6 Les bâches	17
1.3.7 La publicité de petit format.....	17
1.3.8 La publicité sur véhicules terrestres	18
1.3.9 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation.....	19
2 : ANALYSE TERRITORIALE.....	21
2.1 Localisation géographique et population	21
2.2 Les paysages	23
2.3 Le patrimoine naturel	24
2.4 Le patrimoine architectural	28
2.5 Le réseau viaire.....	31
2.6 Les zones d'activités et commerciales	32
2.7 Synthèse des enjeux	33
3 : LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES	35
3.1 Le champ d'application géographique	35
3.1.1 La population de référence (INSEE)	35
3.1.2 Définition de l'agglomération.....	35
3.1.3 Définition de la communauté d'agglomération (INSEE).....	35
3.1.4 Définition de l'unité urbaine (INSEE).....	35
3.2 La notion d'agglomération.....	38

3.3	Les dispositions du RNP applicables à la publicité	40
3.3.1	Les interdictions relatives ou absolues	40
3.3.2	La surface de la publicité.....	41
3.3.3	Les principales règles applicables à la publicité murale.....	42
3.3.4	Les principales règles applicables à la publicité scellée au sol	42
3.3.5	Le régime applicable au mobilier urbain	42
3.3.6	Le régime applicable à la publicité lumineuse	43
3.3.7	La publicité sur véhicules terrestres	43
3.3.8	La publicité sur bâches.....	44
3.3.9	La règle nationale de densité	44
3.3.10	L'obligation d'extinction nocturne	45
3.4	Les dispositions du RNP applicables aux enseignes.....	46
3.4.1	Les principales règles applicables à l'enseigne murale	46
3.4.2	Les principales règles applicables à l'enseigne scellée au sol	47
3.4.3	Les principales règles applicables à l'enseigne sur toiture ou terrasse	48
3.4.4	Les enseignes lumineuse à l'intérieur des vitrines.....	49
3.4.5	Les règles d'extinction nocturne.....	49
3.5	Le pouvoir de police.....	49
3.6	Les dispositions figurant dans le RLP De Landerneau	51
4	: LE DIAGNOSTIC	54
4.1	Méthode de recensement	54
4.1.1	Publicité	54
4.1.2	Enseignes	55
4.2	Les chiffres clefs de la publicité	56
4.2.1	La publicité sur le territoire.....	56
4.2.2	La publicité hors mobilier urbain.....	56
4.3	La légalité des dispositifs.....	59
4.3.1	La publicité.....	59
4.3.2	Les enseignes	61
4.4	Les constats.....	62
4.4.1	Dans les zones de patrimoine naturel.....	62
4.4.2	Dans les zones de patrimoine architectural	63
4.4.3	Dans les zones d'activités	65
4.4.4	Dans les zones résidentielles.....	66
5	LES ORIENTATIONS.....	68
5.1	Les objectifs.....	68

5.2	Les orientations pour la publicité	69
5.2.1	A l'échelle du territoire intercommunal	69
5.2.2	A l'échelle de Landerneau	69
5.2.3	A l'échelle des communes du PNRA et aux abords des monuments historiques.	70
5.2.4	A l'échelle des autres communes du territoire	70
5.3	Les orientations pour les enseignes.....	71
5.3.1	A l'échelle du territoire intercommunal	71
5.3.2	A l'échelle des communes du PNRA et aux abords des monuments historiques.	71

INTRODUCTION

CONTEXTE LEGISLATIF

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE ou « Grenelle II ») est le dernier grand texte législatif ayant adopté des dispositions en matière de publicité. Parmi les nombreuses modifications apportées aux règles antérieures, toutes codifiées aux articles L.581-1 et suivants du Code de l'environnement, il convient de retenir celles qui concernent l'institution par les communes ou leurs groupements compétents en matière de PLU d'un règlement local de publicité (RLP). Cette loi a fait l'objet de plusieurs décrets d'application qui constituent le règlement national de la publicité (RNP). Ils ont été codifiés aux articles R.581-1 et suivants du Code de l'environnement.

Depuis la loi ENE, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU) disposent de la compétence de principe pour élaborer un RLP qui devient donc intercommunal (RLPi).

INTERET D'UN RLPI

La caducité

Actuellement, une seule commune, Landerneau, dispose d'un règlement local de publicité (RLP) communal. Adopté antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ENE, on dit à leur propos qu'il s'agit de règlements de première génération. Or l'article L.581-14-3 du Code de l'environnement impose que les règlements de publicité adoptés avant l'entrée en vigueur de la loi ENE – soit le 13 juillet 2010 – soient modifiés ou révisés dans un délai de 10 ans à compter de cette entrée en vigueur, sous peine de caducité.

Cette caducité a été portée au 13 janvier 2021 par l'article 29 de la loi 2020-734 du 17 juin 2020.

En 2020, ce délai a été prorogé de deux ans si la délibération de prescription d'un nouveau RLP (ou RLPI) a été prise avant juillet 2020. La Communauté de communes du Pays de Landerneau Daoulas ayant délibéré pour élaborer du RLPI le 11 décembre 2020, le RLP de Landerneau est caduc depuis le 13 janvier 2021.

Adopter des règles plus restrictives que les règles nationales et adaptées au territoire

Les règlements locaux de publicité intercommunaux (RLPi) sont devenus de véritables instruments de planification locale. Ils offrent aux collectivités locales la possibilité de contrôler et d'harmoniser l'ensemble des dispositifs qui constituent la publicité extérieure : publicité, enseignes et préenseignes.

Les RLPI s'inscrivent dans une vision stratégique du territoire. Ils visent à préserver les paysages et à améliorer le cadre de vie. Ils renforcent l'identité du territoire.

Les dispositions issues du RNP constituent un standard en fonction duquel le RLPI sera établi.

Le RLPI institue, par principe, des règles plus restrictives que celles issues du RNP. Par exception, dans les lieux énumérés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement où la publicité est

interdite, un RLPi peut lever cette interdiction en permettant l'implantation de la publicité. Sont notamment concernés les lieux suivants :

- dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables (SPR) ;
- dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;
- dans les sites inscrits et les sites Natura 2000.

1 : LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

1.1 LES PRINCIPALES ETAPES DE LA PROCEDURE

La procédure d'élaboration, de révision ou de modification (à l'exclusion de la procédure de modification simplifiée) d'un RLPI est identique à celle d'un PLUi (article L.581-14-1 du Code de l'environnement).

La délibération de prescription du RLPI en date du 11 décembre 2020, qui a précisé les objectifs poursuivis et les modalités de collaboration entre le conseil de communauté et les communes membres de la CCPLD, a également défini les modalités de la concertation pendant toutes les étapes de l'élaboration du RLPI (articles L.103-2 et L.153-11 du Code de l'urbanisme).

Ces modalités de concertation revêtent la forme suivante :

- la mise à disposition du public, au siège de la CCPLD, d'un dossier de concertation comprenant un contenu actualisé en fonction de l'avancée des études, ainsi qu'un registre pour permettre d'y consigner ses observations et propositions, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- la création d'une rubrique sur le site internet de la CCPLD comprenant les éléments du dossier de concertation ;
- l'organisation d'une ou plusieurs réunions publiques ;
- l'organisation d'une ou plusieurs réunions avec les associations, les acteurs économiques et les acteurs concernés à l'échelle du territoire ;
- le public pourra formuler ses observations et propositions, tout au long de la période de concertation, en les adressant :
 - par écrit à l'adresse suivante : Monsieur Le Président de la CCPLD – Règlement Local de Publicité intercommunal – 59, rue de Brest - Maison des Services Publics - BP 849 - 29208 Landerneau,
 - par courrier électronique à l'adresse suivante : rlpi@ccpld.bzh

Les personnes publiques associées, les services de l'État et les associations de protection de l'environnement agréées qui en auront fait la demande, seront associés à la démarche, conformément aux articles L.132-7 et suivants du Code de l'urbanisme.

Parallèlement à l'élaboration du projet, un débat sur les orientations retenues pour bâtir le règlement peut être organisé deux mois au moins avant le vote d'arrêt de projet en conseil d'agglomération. En vue de la délibération arrêtant le projet, un bilan de la concertation est tiré. Le projet arrêté est ensuite soumis pour avis aux personnes publiques associées (PPA), aux communes membres, ainsi qu'à la commission départementale de la nature, des paysages et des

sites (CDNPS) ce qui constitue, pour cette dernière consultation, la seule différence avec la procédure du PLU.

Le projet fait ensuite l'objet d'une enquête publique dans les conditions fixées par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le projet est éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, de l'avis du commissaire enquêteur et des PPA. Une nouvelle conférence intercommunale tire le bilan de toute la procédure et le projet de RLPi est définitivement approuvé par le conseil d'agglomération.

Après l'accomplissement des mesures de publicité réglementaires et sa transmission au préfet au titre du contrôle de légalité, le RLPi entre en vigueur. Il est d'application immédiate pour les publicités et les enseignes qui s'implanteront ou seront modifiées postérieurement à cette entrée en vigueur, mais ne sera opposable, pour les dispositifs déjà en place, que deux ans plus tard pour les publicités et six ans plus tard pour les enseignes (art. L.581-43 du Code de l'environnement).

	RNP ou modification de dispositif	RLPi
Publicité	Application immédiate	2 ans après approbation
Enseignes	Application immédiate	6 ans après approbation

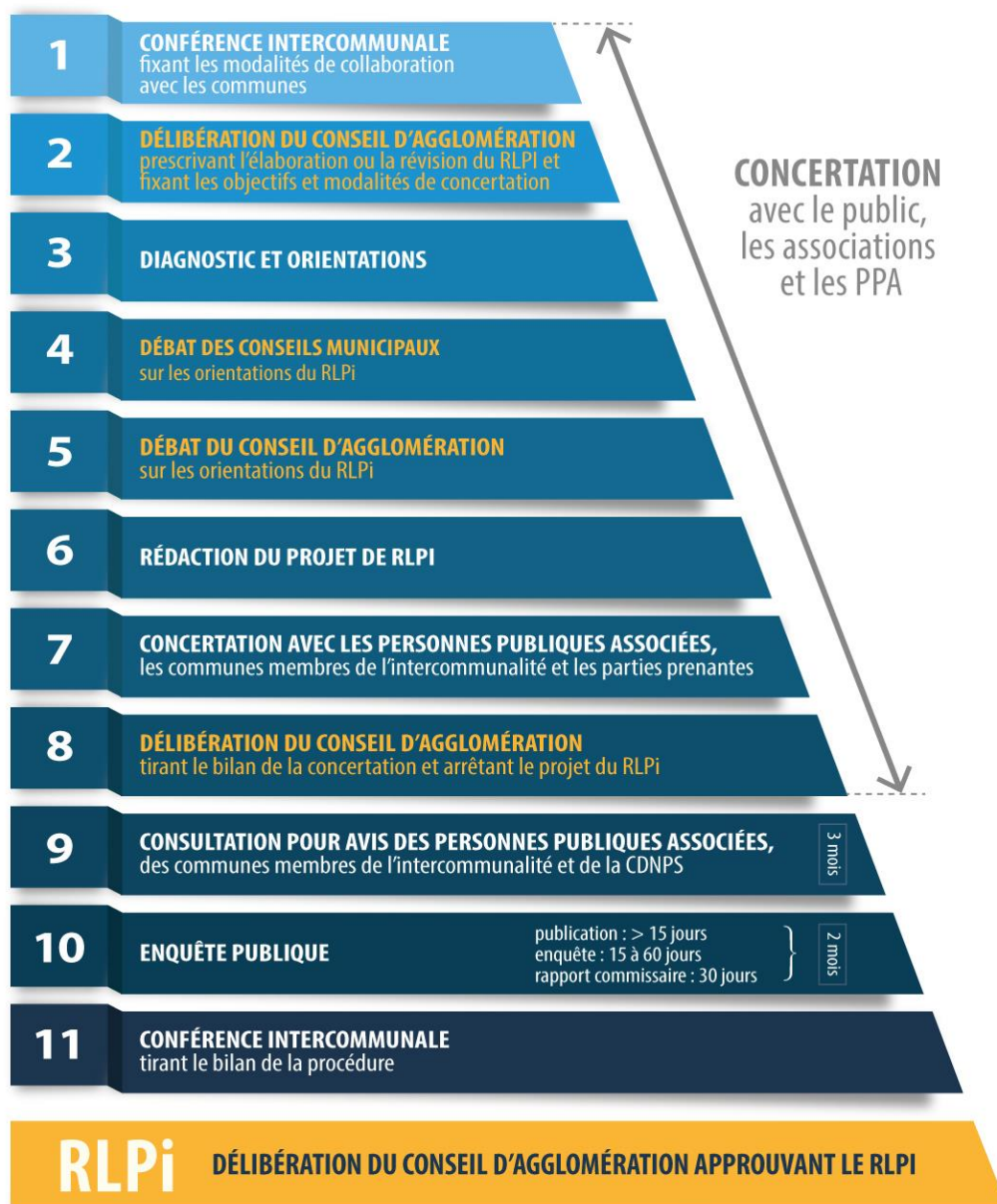


Schéma de la procédure du RLPI

1.2 LES PIECES CONSTITUTIVES DU RLPI

Conformément à l'article R.581-72 du Code de l'environnement, un RLPI comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes. Il peut en outre comporter d'autres éléments permettant la compréhension du règlement tels que schémas explicatifs, glossaire, etc.

1.2.1 Le rapport de présentation

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic présentant l'état actuel de la publicité extérieure sur le territoire. Il procède à un recensement des dispositifs en mesurant leur impact sur le cadre de vie et analyse leur conformité aux dispositions du RNP et, le cas échéant, des RLP en vigueur. Il identifie également les enjeux architecturaux et paysagers, les lieux sous forte pression publicitaire et les espaces à enjeux. Pour cela, il relève les secteurs nécessitant du point de vue de la publicité et/ou des enseignes, un traitement spécifique.

Le rapport précise les objectifs et définit les orientations en matière de publicité et d'enseignes liés aux spécificités du territoire et des espaces identifiés. Il explique enfin les choix des règles instituées dans le règlement.

1.2.2 Le règlement

Le règlement comprend les prescriptions réglementaires applicables sur le territoire couvert par le RLPI à la publicité, aux enseignes et préenseignes. En principe, qu'elles soient générales ou spécifiques aux zones identifiées pour le RLPI, ces prescriptions sont plus restrictives que les dispositions du RNP applicables aux territoires concernés.

1.2.3 Les annexes

Les annexes sont constituées :

- des documents graphiques matérialisant les différentes zones et, le cas échéant les périmètres identifiés ⁽¹⁾ existants, dans le rapport de présentation et le règlement ;
- des arrêtés municipaux fixant les limites du territoire aggloméré des différentes communes membres de l'agglomération ;
- des documents graphiques les matérialisant.

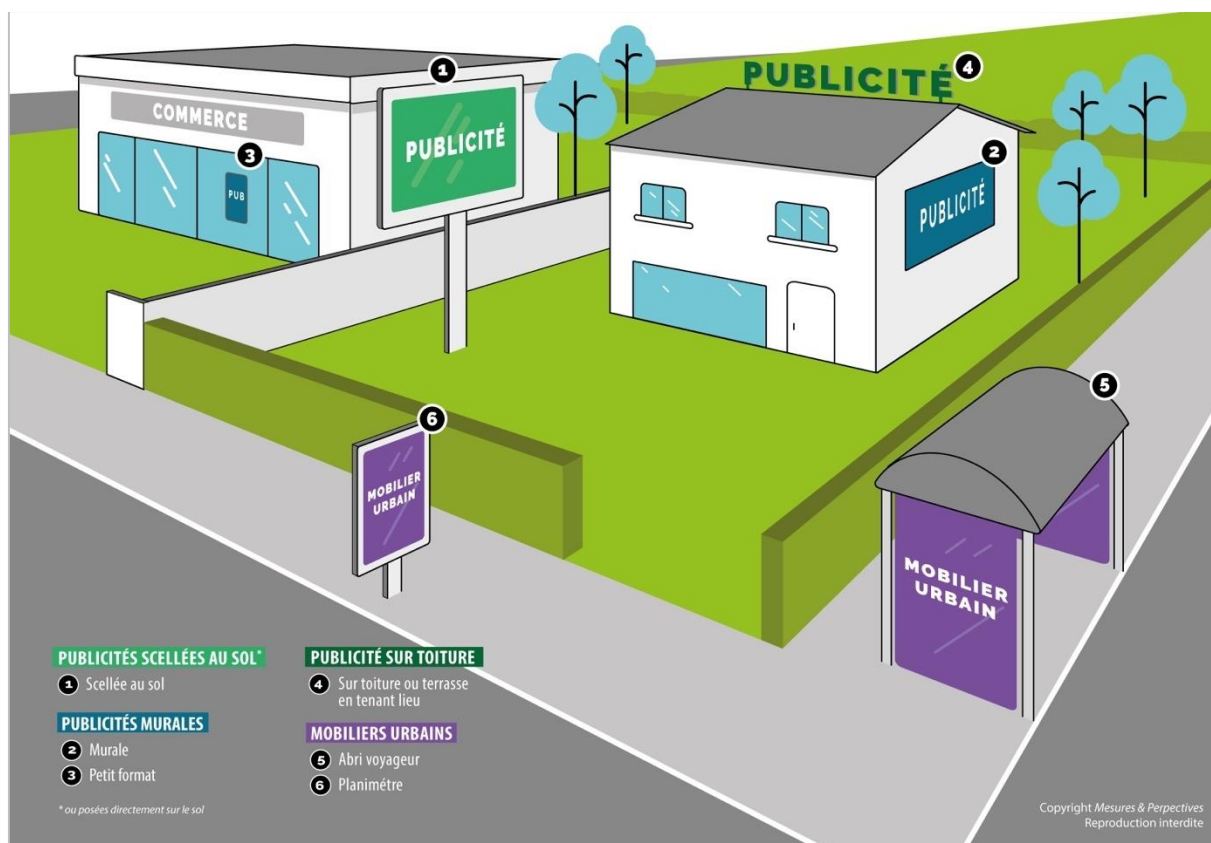
1 Les périmètres sont des secteurs identifiés hors agglomération situés à proximité immédiate de centres commerciaux exclusifs de toute habitation (art. L.581-7 du Code de l'environnement).

1.3 LE CHAMP D'APPLICATION MATERIEL

L'article L.581-2 du Code de l'environnement définit les dispositifs concernés par la réglementation. Trois catégories de dispositifs sont visées : il s'agit de la publicité, des enseignes et des préenseignes.

1.3.1 La publicité

Constitue une publicité « toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention » (art. L.581-3-1° du Code de l'environnement). Sont aussi considérés comme des publicités, les dispositifs dont la fonction principale est de recevoir ces mêmes inscriptions, formes ou images.



Le caractère généraliste de la définition de la publicité conduit à prendre en considération tous les types de publicité suivant :

- leurs conditions d'implantation (publicités scellées au sol, apposées sur un support existant, sur bâches, apposées sur du mobilier urbain) ;
- leurs dimensions ;
- leur caractère lumineux ou non ;
- leur mobilité (publicité sur véhicules terrestres, sur voies navigables).

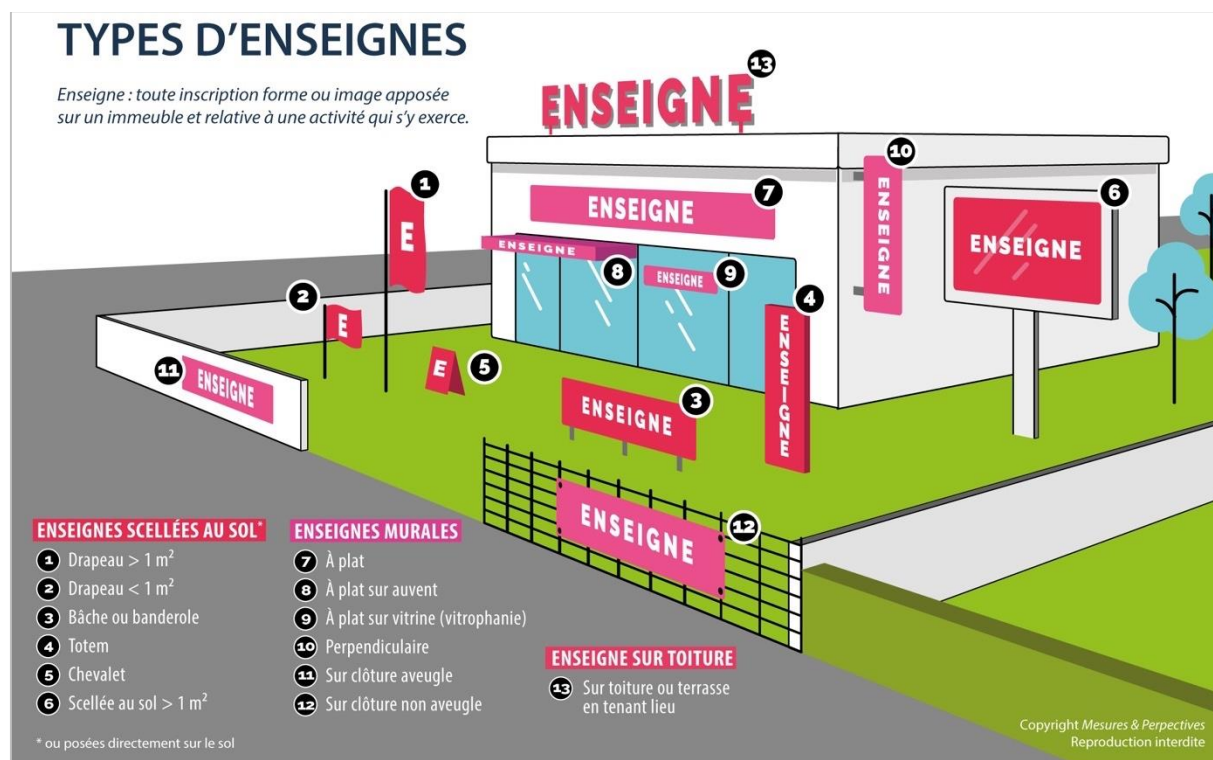
Ces différents types de publicité font l'objet de dispositions spécifiques fixées par le RNP en fonction de l'importance de la population de la commune d'implantation et de son appartenance à une unité urbaine.

1.3.2 L'enseigne

Constitue une enseigne « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce » (article L.581-3-2° du Code de l'environnement).

Les dispositions applicables aux enseignes dépendent de leur mode ou de leur lieu d'implantation :

- enseignes murales installées à plat ou perpendiculaires ;
- enseignes sur toiture ;
- enseignes scellées au sol ou implantées directement sur le sol ;
- enseignes lumineuses.

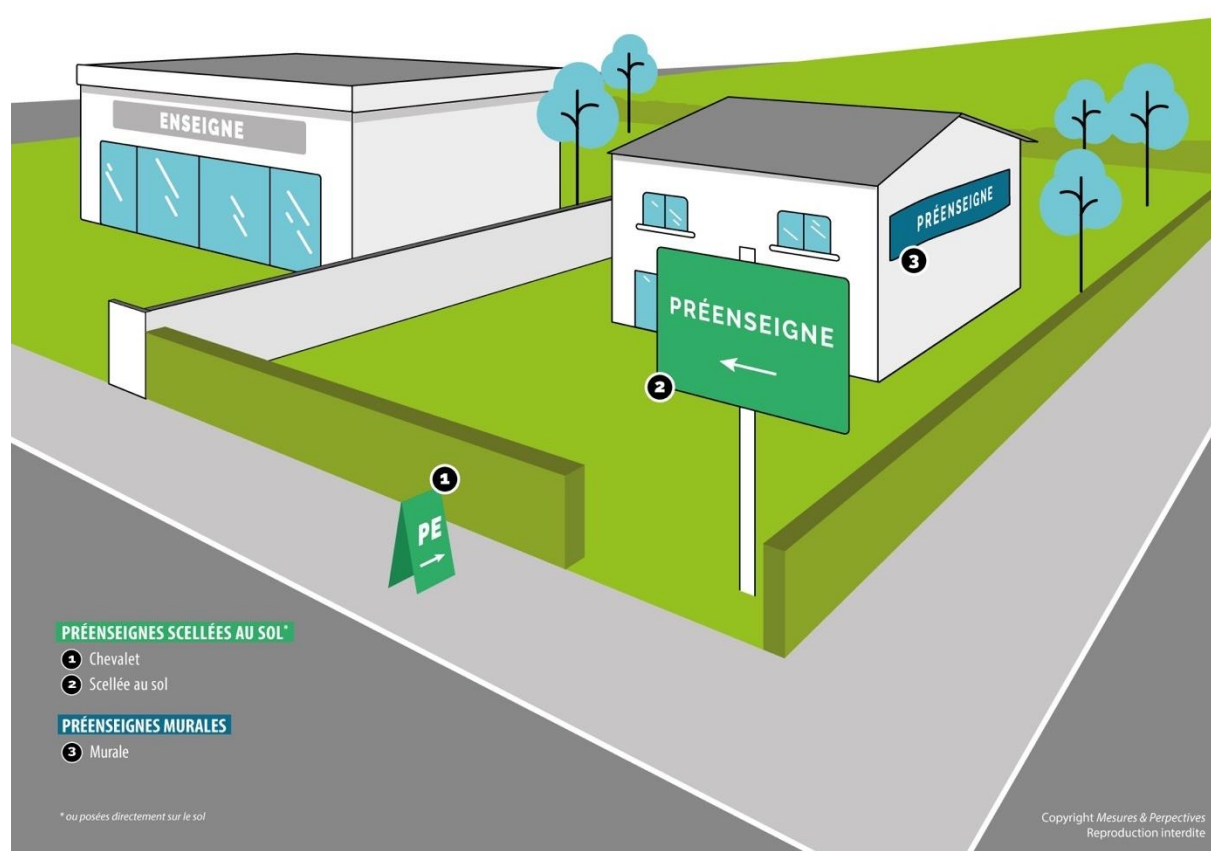


1.3.3 La préenseigne

Constitue une préenseigne « toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée » (article L. 581-3-3° du Code de l'environnement).

La préenseigne informe le public de la proximité de l'activité, généralement par l'adjonction d'une indication de direction ou de distance.

En agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L. 581-19 du Code de l'environnement), elles n'ont donc pas de régime particulier. Par conséquent, un RLPi ne peut instituer de dispositions particulières les concernant différentes de celles qui sont envisagées en matière de publicité, sous peine d'illégalité.



1.3.4 Le cas particulier des préenseignes dérogatoires

Seules les préenseignes dérogatoires (articles L.581-19 et R.581-66 et 67 et article 3 de l'arrêté du 23 mars 2015) sont soumises à un régime spécifique et distinct de celui de la publicité. Par dérogation à l'interdiction, elles sont implantées hors agglomération.

Pour bénéficier de ce régime dérogatoire, ces préenseignes ne peuvent signaler que :

- les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- les activités culturelles ;
- les monuments historiques ouverts à la visite.
- à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois, mentionnées dans les articles L.581-20, R.581-68, 69 et 71 du Code de l'environnement. Elles peuvent être installées 3 semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Elles sont soumises à des conditions de format, de distance par rapport à l'entrée de la commune ou du lieu où est exercée l'activité et de nombre par rapport à l'activité signalée :

Activité signalée	Format maximum	Nombre	Distance
Fabrication ou vente de produits du terroir	Monopied 1 m (h) x 1,5 m (L) Hauteur < à 2,2 m	2	5 km
Activités culturelles		2	5 km
Monuments historiques ouverts à la visite		4	10 km
Temporaires		4	-



Préenseigne dérogatoire (photo prise en dehors du territoire)

1.3.5 L'affichage d'opinion

Le régime de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif (l'article L.581-13 du Code de l'environnement) exige que chaque commune réserve sur l'ensemble de son territoire des emplacements disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

La surface minimale ainsi réservée est de :

- 4 m² pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 m² + 2 m² par tranche de 2 000 habitants pour les communes dont la population est comprise entre 2 000 et 10 000 habitants ;
- 12 m² + 5 m² par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants pour les communes dont la population est supérieure à 10 000 habitants.

Population		Surface en m ²
De	A	
0	2 000	4
2 001	4 000	6
4 001	6 000	8
6 001	8 000	10
8 001	10 000	12
au-delà de 10 000		5 m ² par tranche supplémentaire de 10 000

Les emplacements sont déterminés par arrêté municipal.

La surface à mettre à disposition dans chaque commune de la communauté d'agglomération est la suivante :

COMMUNES	Population source INSEE en vigueur au 1er janvier 2020	Surface affichage opinion
Daoulas	1838	4
Dirinon	2334	6
Hanvec	2071	6
Hôpital-Camfrout	2285	6
Irvillac	1451	4
La Forest Landerneau	1910	4

La Martyre	760	4
La Roche Maurice	1850	4
Landerneau	16398	17
Lanneuffret	153	4
Le Tréhou	647	4
Logonna-Daoulas	2176	6
Loperhet	3842	6
Pencran	2001	6
Ploudiry	974	4
Plouédern	2880	6
Saint-Divy	1558	4
Saint-Eloy	219	4
Saint-Thonan	1856	4
Saint-Urbain	1668	4
Tréflévenez	252	4
Trémaouzan	584	4



Panneau d'affichage d'opinion – Landerneau

1.3.6 Les bâches

Les bâches de chantier sur échafaudage ou publicitaires peuvent être autorisées par le maire, tout comme les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles après avis ou accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsqu'il est requis.



Bâche de chantier (photo prise en dehors du territoire)

1.3.7 La publicité de petit format

L'article L.581-8 du Code de l'environnement permet l'installation de dispositifs de petit format intégrés à la devanture commerciale dès lors qu'ils ne recouvrent que partiellement la baie.

Selon l'article R.581-57 du Code de l'environnement, il s'agit de dispositifs dont la surface unitaire est inférieure à 1 m². La surface cumulée des dispositifs de petit format ne peut conduire à recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale, dans la limite de 2 m².



Publicité de petit format (photo prise en dehors du territoire)

1.3.8 La publicité sur véhicules terrestres

Dès lors que les véhicules sont utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de supports de publicité, ils ne peuvent stationner en des lieux où ils sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique et à proximité des monuments historiques. Ils ne peuvent circuler en convoi, ni rouler à une vitesse anormalement réduite. La surface totale des publicités apposées sur chaque véhicule ne peut excéder 12 m² (article R. 581-48 du Code de l'environnement).



Véhicule publicitaire (photo prise en dehors du territoire)

1.3.9 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation

Malgré leur ressemblance avec les publicités, enseignes et préenseignes, certains dispositifs sont exclus du champ d'application de la réglementation issue du Code de l'environnement.

Tel est le cas des dispositifs régis par le Code de la route, dont la signalisation d'information locale (SIL), ou des dispositifs dont l'unique objet est d'apporter des informations à caractère général ou de service public à la population. Sont concernés les dispositifs à message défilant de type journal électronique d'information (JEI) ou à message fixe que l'on trouve sur d'autres types de mobilier urbain ne comportant aucune publicité.



Signalisation routière – Landerneau



Signalisation d'Information locale (SIL) –Plouédern



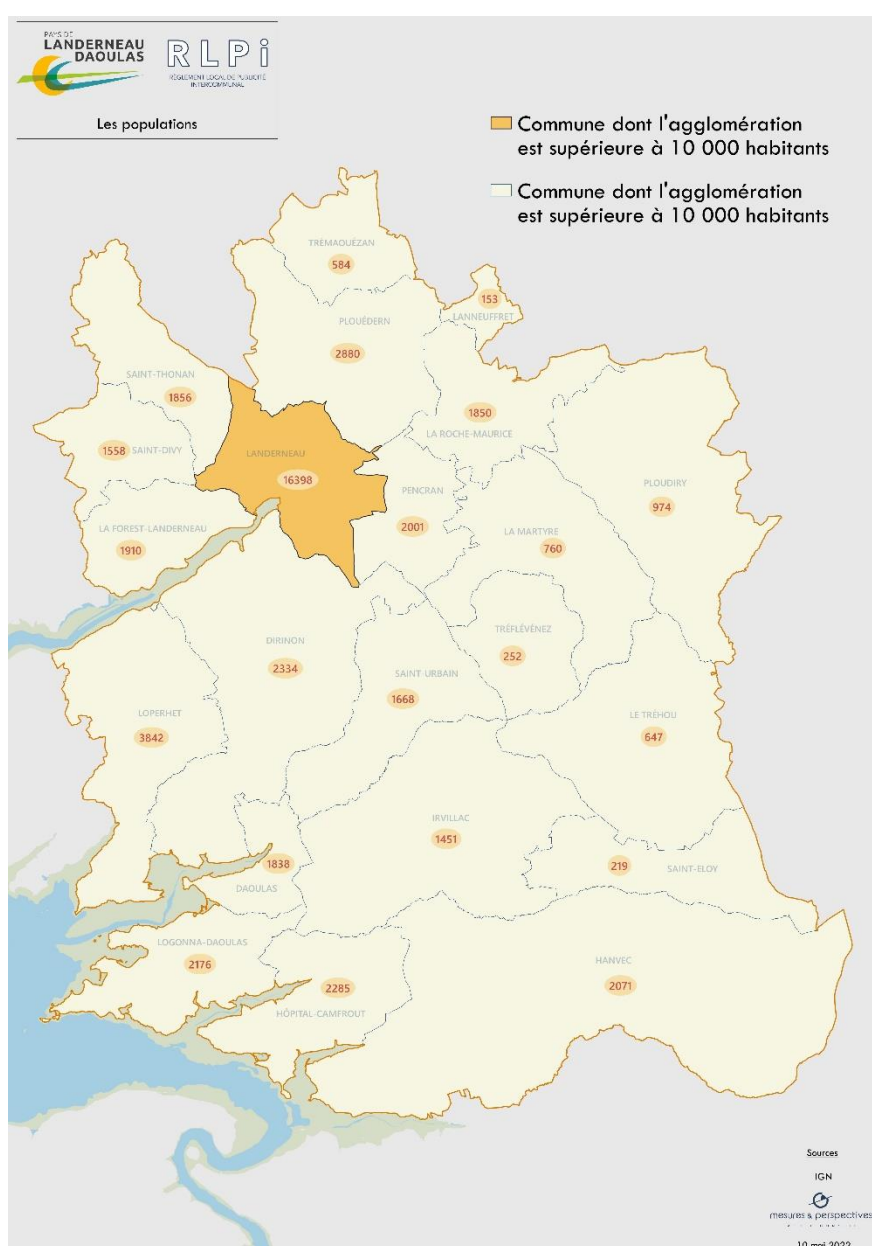
Journal électronique d'information (JEI)- Landerneau

2 : ANALYSE TERRITORIALE

2.1 LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET POPULATION

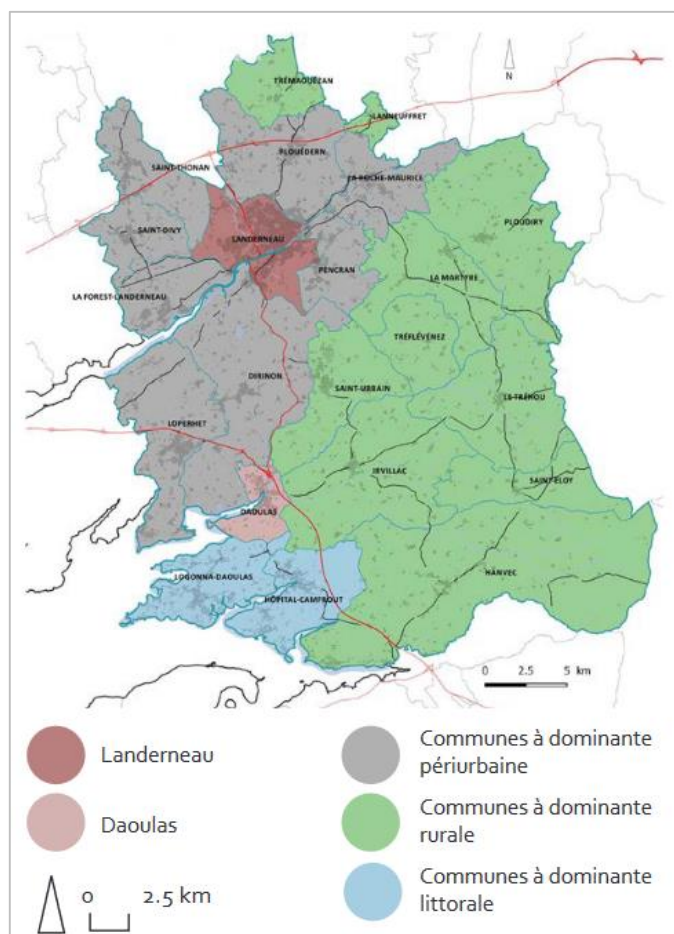
La communauté de commune du Pays de Landerneau Daoulas se situe dans le département du Finistère en Bretagne. Se trouvant à la porte d'entrée de Brest, 25km ou 30 minutes de voiture, l'intercommunalité bénéficie donc d'une spécificité majeure propice à son attractivité.

La population totale de l'ensemble des 22 communes est de 48 000 habitants et seule la commune de Landerneau possède plus de 10 000 habitants.



La CAPLD compte des communes urbaines, périurbaines, rurales et littorales. Au sein du territoire, on peut distinguer trois grands secteurs :

- un secteur urbain et péri-urbain à proximité des infrastructures structurantes et concentrant la plupart des emplois de la Communauté, qui correspond à la ville de Landerneau et sa première couronne ;
- un secteur littoral et résidentiel, qui a connu un fort développement résidentiel depuis les années 1990 grâce à l'attractivité du littoral ;
- un secteur à dominante rurale plus éloigné des infrastructures de transports, au sein duquel l'agriculture occupe encore une place importante dans l'économie productive. Le chapelet d'anciens hameaux agricoles et les prix du foncier attractifs sont le support d'une périurbanisation interne depuis les années 2000.



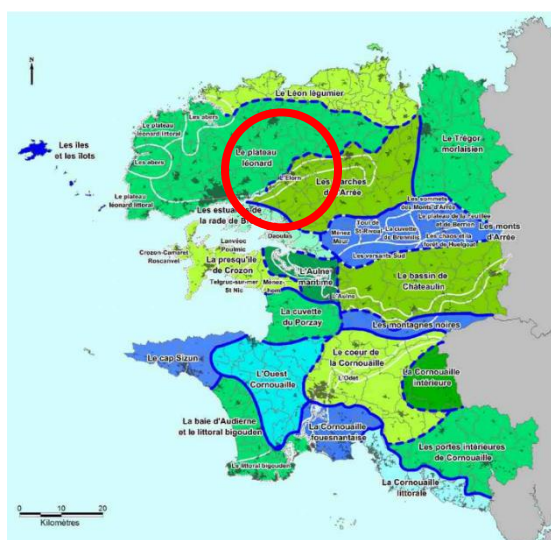
Source : Programme Local de l'Habitat 2015-2021 (CCPLD). Réalisation Cittànova

Le cadre de vie qu'offre le territoire n'est pas sans rapport avec son attractivité. Aux vallées boisées le long des cours d'eau, en passant par les paysages d'estuaires de la rade de Brest et les monts d'Arrée, le Pays de Landerneau-Daoulas se caractérise par une diversité de paysages emblématiques et de milieux naturels à haute valeur écologique.

2.2 LES PAYSAGES

Le territoire du Pays de Landerneau-Daoulas s'inscrit dans 4 des 22 entités paysagères du Pays de Brest :

- le Plateau Léonard ;
- les Marches de l'Arrée et les Monts d'Arrée ;
- les Estuaires de la rade de Brest et la vallée de l'Elorn ;
- la rade de Brest.



Source : IGN BD Carto / DDTM29 (2018)



Source : Entités paysagères du SCoT

Réalisation : Cittànova

Le plateau Léonard

Le plateau léonard présente très peu de relief et seules quelques vallées aux pentes douces dessinent des cuvettes. L'horizontalité du plateau léonard ne permet pas de grandes perspectives et, à l'intérieur des cuvettes et des vallons, les vues sont encore plus courtes.

L'occupation de l'espace étant très homogène, certains éléments du bâti, notamment les clochers d'église, servent de points de repère. Les éoliennes récemment érigées pourraient bien les remplacer.

Dans les secteurs vallonnés, les vues sont plutôt courtes à partir des fonds et des flancs de vallées, mais elles offrent de belles perspectives depuis les hauteurs.

Les Marches de l'Arrée et les Monts d'Arrée

Cette unité paysagère est marquée par la variation de son relief (plateaux, collines, vallées) qui présente une alternance de paysages ouverts (pâtures) et fermés (fonds de vallée, boisements).

L'espace agricole est marqué par son bocage, même si le maillage s'est élargi. Il reste fonctionnel dans les secteurs où l'élevage bovin est très présent. A proximité de la crête des Monts d'Arrée se dessine un paysage de landes (talus nus, boisements de conifères à l'interface avec les espaces cultivés).

Les bourgs se sont développés sur les hauteurs où à mi-pente, aux silhouettes bien lisibles dans le paysage.

Les Estuaires de la rade de Brest et la vallée de l'Elorn

La rade de Brest et la vallée de l'Elorn constituent des unités paysagères distinctes caractéristiques d'une profonde imbrication entre la mer et la terre.

Le littoral concentre les sites paysagers : les pointes en promontoire permettent une situation en surplomb qui favorise les points de vue et les perspectives sur l'intérieur de la Rade et les pointes de la Presqu'île de Crozon

Aujourd'hui, la juxtaposition des usages, des activités et des acteurs confère au littoral un aspect de mosaïque et en fait un espace de concentration des pressions, où les contradictions peuvent conduire à des conflits.

La rade de Brest

Traditionnellement, le littoral accueillait une agriculture de type polyculture-élevage, du maraîchage, ainsi que la culture du lin. Les ports commerciaux se situaient en fond de ria dans la Rade, principalement Landerneau et secondairement Daoulas et Le Faou.

La Rade de Brest conjugue de grandes originalités géologiques. Les variations du niveau marin dû aux périodes de glaciation et les courants marins ont formé des cordons de galets, remarquables par leur quantité et leur diversité.

2.3 LE PATRIMOINE NATUREL

De nombreux outils de protection existent sur le territoire de la CAPLD et traduisent la richesse et la diversité de milieux naturels. Certaines de ces protections sont prises en compte dans le règlement local de publicité intercommunal afin de préserver ces espaces de la pollution visuelle potentielle.

Les sites classés font partie, d'après L'article .581-4 d'une série d'interdictions dite absolues, puisqu'elles ne permettent aucune dérogation.

L'article .581-8-I dresse une liste d'interdictions qui, contrairement aux interdictions absolues, sont dites « relatives » puisqu'il est possible d'y déroger dans le cadre d'un RLP(i). Ainsi, la publicité est interdite en agglomération :

- Dans les parcs naturels régionaux (PNR) ;
- Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnée à l'article L.414-1 (Zone Natura 2000).

Le parc naturel régional d'Armorique

Au cœur du Finistère, le Parc naturel régional d'Armorique s'étend des monts d'Arrée, à la vallée de l'Aulne, en passant par la rade de Brest jusqu'à la presqu'île de Crozon et les îles de la mer d'Iroise. Il a été le 2^{ème} Parc naturel régional créé en France et le premier en Bretagne. Il a pour mission d'accompagner le développement durable de son territoire.

Les communes du sud de la communauté d'agglomération sont concernées par les protections issues du PNR :

- Daoulas ;

- Logonna-Daoulas ;
- Hôpital-Camfrout ;
- Hanvec ;
- Saint-Eloy.



Les zones Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est destiné à assurer un ensemble cohérent d'espaces protégés, visant à assurer le maintien de la biodiversité des habitats naturels et des espèces sauvages sur le territoire européen. Il couvre ainsi un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés

pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats. Présent dans toute l'Europe, il concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.

4 zones Natura 2000 sont recensées sur le territoire :

- **La tourbière de Lann Gazel** (FR5300067) à Trémaouézan ;
- **La rivière Elorn** (FR5300024), sur les communes de La Forest-Landerneau, Landerneau, Loperhet, Dirinon, Pencran, Plouédern, La Roche-Maurice, La Martyre et Ploudiry ;
- **La rade Brest et l'estuaire de l'Aulne** (FR5300046), sur les communes de Loperhet, Dirinon, Daoulas, Logonna-Daoulas, Hôpital-Camfrout et Hanvec ;
- **La forêt du Cranou, Menez Meur** (FR5300039) ; sur les communes de Saint-Eloy et Hanvec.

Les sites classés et inscrits

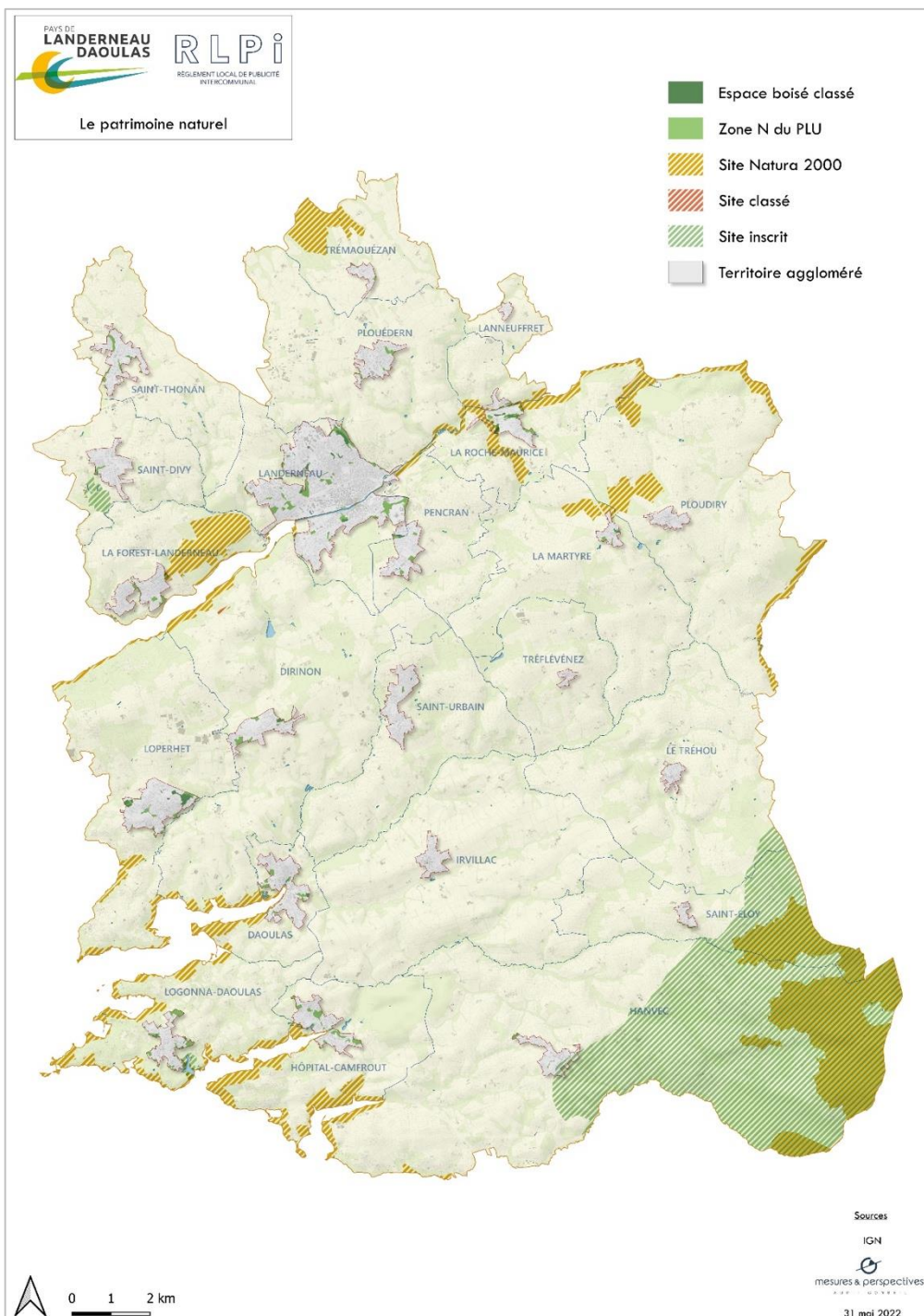
Les sites classés (3) et inscrits (5) du territoire sont au nombre de 8 et protègent pour la plus grande partie d'entre eux des monuments naturels.

NOM	PROTECTION	DPROT	INSEE	COMMUNE
ROCHERS DE KERMENGUY	Classé	21/03/1910	29045	DIRINON
CIMETIERE	Inscrit	09/05/1931	29045	DIRINON
CIMETIERE	Inscrit	09/05/1931	29086	IRVILLAC
ROCHE MAURICE CHAPELLE ELORN PONT CHRIST	Classé	20/05/1925	29237	LA ROCHE-MAURICE
ABORDS DE L'ETANG DE MOULIN-MER	Inscrit	04/10/1951	29137	LOGONNA-DAOULAS
MANOIR LAHAY	Classé	24/08/1943	29245	SAINT-DIVY
ABORDS DU MANOIR DE LA HAYE Y COMPRIS LES RUISSEAUX ET ALLEES	Inscrit	24/08/1943	29245	SAINT-DIVY
MONTS D'ARREE	Inscrit	10/01/1966	22217	SAINT-ELOY

Les zones naturelles N et les EBC

Le PLU génère des zones à caractère naturel, les zones N et les espaces boisés classés (EBC). En agglomération, elles sont protégées des dispositifs publicitaires scellés au sol car ils y sont interdits (Art. R.581-30).

Ces zones sont présentes en agglomération sur l'ensemble des communes du territoire.



2.4 LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Les monuments historiques

La plupart des immeubles protégés au titre des monuments historiques sont issus d'une histoire religieuse, rurale ou agricole. La CCPLD compte 52 immeubles entièrement ou partiellement protégés au titre des monuments historiques. Seules les communes de Tréflévénez et de Saint-Thonan ne comptent aucune protection patrimoniale.

APPELATION	CATEGORIE	PROTECTION	COMMUNE
Abbaye (ancienne) Porche de l'église abbatiale		Classé	Daoulas
Cimetière	architecture funéraire - commémorative - votive	Partiellement Classé	Daoulas
Chapelle Sainte-Anne	architecture religieuse	Classé	Daoulas
Abbaye (ancienne)	architecture religieuse	Partiellement Classé	Daoulas
Abbaye (ancienne)	architecture religieuse	Partiellement Classé	Daoulas
Oratoire et fontaine Notre-Dame des Fontaines	architecture religieuse	Partiellement inscrit	Daoulas
Chapelle Sainte-Nonne et placître	architecture religieuse	Classé	Dirinon
Eglise Sainte-Nonne et Saint-Divy	architecture religieuse	Classé	Dirinon
Château de Joyeuse Garde	architecture domestique	Classé	Forest-Landerneau
Manoir de la Grande Palud	architecture domestique	Inscrit	Forest-Landerneau
Fontaine et calvaire de Saint-Conval	édicule	Inscrit	Hanvec
Eglise Notre-Dame de Bonne-Nouvelle	architecture religieuse	Partiellement Classé	Hôpital-Camfrout
Eglise Saint-Pierre	architecture religieuse	Inscrit	Irvillac
Calvaire-fontaine	édicule	Classé	Irvillac
Maison dite des Treize Lunes	architecture domestique	Classé	Landerneau
Maison	architecture domestique	Inscrit	Landerneau
Maison de la Sénéchaussée	architecture domestique	Inscrit	Landerneau
Maison Duthoya	architecture domestique	Inscrit	Landerneau
Maison du 17e siècle	architecture domestique	Partiellement inscrit	Landerneau
Maison dite de Notre-Dame-de-Rumengol	architecture domestique	Partiellement inscrit	Landerneau
Ossuaire de Saint-Thomas (ancien)	architecture funéraire - commémorative - votive	Inscrit	Landerneau
Eglise Saint-Thomas-de-Cantorbéry	architecture religieuse	Inscrit	Landerneau
Eglise Saint-Houardon	architecture religieuse	Partiellement Classé	Landerneau
Couvent des Capucins (ancien)	architecture religieuse	Partiellement Classé-Inscrit	Landerneau
Couvent des Capucins (ancien)	architecture religieuse	Partiellement Classé-Inscrit	Landerneau
Eglise Sainte-Beuzit	architecture religieuse	Partiellement inscrit	Landerneau
Pont de Rohan	génie civil	Partiellement Classé-Inscrit	Landerneau
Pont de Rohan	génie civil	Partiellement Classé-Inscrit	Landerneau
Pont de Rohan	génie civil	Partiellement Classé-Inscrit	Landerneau
Château de Rosmorduc	architecture domestique	Partiellement inscrit	Logonna-Daoulas
Eglise Saint-Nonna	architecture religieuse	Inscrit	Logonna-Daoulas
Croix des Douze Apôtres	édicule	Inscrit	Logonna-Daoulas
Tumulus du Roc'hellou	architecture funéraire - commémorative - votive	Classé	Loperhet
Tumulus	architecture funéraire - commémorative - votive	Inscrit	Loperhet
Maisons du Guet (deux) Maison Est Façade		Inscrit	Martyre
Maisons du Guet (deux)	architecture domestique	Partiellement inscrit	Martyre
Eglise Saint-Salomon et enclos	architecture religieuse	Classé	Martyre
Enceinte de terre de Kervalarec	site archéologique	Inscrit	Martyre
Manoir de Kermadec	architecture domestique	Inscrit	Pencran
Château de Chef-du-Bois	architecture domestique	Partiellement inscrit	Pencran
Eglise Notre-Dame et enclos	architecture religieuse	Classé	Pencran
Eglise Saint-Pierre et enclos	architecture religieuse	Partiellement Classé-Inscrit	Ploudiry
Eglise Saint-Pierre et enclos	architecture religieuse	Partiellement Classé-Inscrit	Ploudiry
Eglise	architecture religieuse	Inscrit	Plouédern
Château	architecture domestique	Inscrit	Roche-Maurice
Eglise Saint-Yves et chapelle funéraire	architecture religieuse	Classé	Roche-Maurice
Eglise de Pont-Christ et calvaire	architecture religieuse	Classé	Roche-Maurice
Manoir de la Haye	architecture domestique	Partiellement inscrit	Saint-Divy
Eglise	architecture religieuse	Partiellement inscrit	Saint-Divy
Eglise	architecture religieuse	Partiellement inscrit	Saint-Divy
Ensemble cultuel de Trévarn	architecture religieuse	Partiellement inscrit	Saint-Urbain
Calvaire	édicule	Inscrit	Tréhou
		Classé	TREMAOUEZAN
		Classé	TREMAOUEZAN
		Inscrit	TREMAOUEZAN

Les sites patrimoniaux remarquables (SPR)

Seules les communes de Landerneau et Daoulas possèdent aujourd'hui un SPR.

A Landerneau, le SPR protège plusieurs secteurs de la ville à caractère urbain (AP1 et AP2) et à caractère paysager et rural (AP3 et AP4) :

- Secteur du centre-ville (AP1) :

Ce secteur englobe l'ensemble des espaces urbanisés anciens à protéger. Il rassemble l'essentiel des constructions protégées ainsi que les espaces communs ou publics autour desquels ceux-ci s'organisent. Les prescriptions portent sur la protection de ce secteur historique et aussi de ses possibilités d'évolution. Elles définissent ainsi les conditions dans lesquelles de nouvelles constructions peuvent être réalisées.

Les règles urbaines et architecturales pour les nouvelles constructions définissent leur mode d'implantation et leur volume en fonction de la réalité du tissu urbain déjà constitué, en exigeant une référence à la volumétrie, à la composition architecturale et aux matériaux qui font l'homogénéité de la ville ;

- Secteur des franges urbaines (AP2) :

Ce secteur concerne les secteurs périphériques et d'entrée de ville de proximité, qui sont des espaces de projet et de redéveloppement de la ville. L'objectif est de permettre ce développement tout en préservant une harmonie générale ;

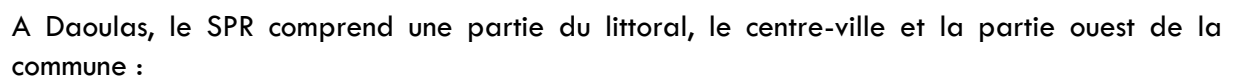
- Secteur d'Élorn (AP3) :

Ce secteur concerne l'Élorn et ses abords. Il visera à valoriser ses spécificités paysagères. Les bâtiments à venir affirmeront une architecture simple et durable. Les constructions devront présenter une simplicité de volumes, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec la bonne économie de la construction et l'harmonie du paysage ou des perspectives. Les matériaux de construction seront nobles et naturels ;

- Secteur d'écrin naturel (AP4) : secteur de protection des grandes spécificités paysagères :

Ce secteur concerne la première ceinture écrin autour des éléments remarquables repérés sur le territoire, église, manoir ...

L'objectif est la préservation de ces éléments architecturaux et paysagers remarquables, témoins d'une économie traditionnelle.



2.5 LE RÉSEAU VIAIRE

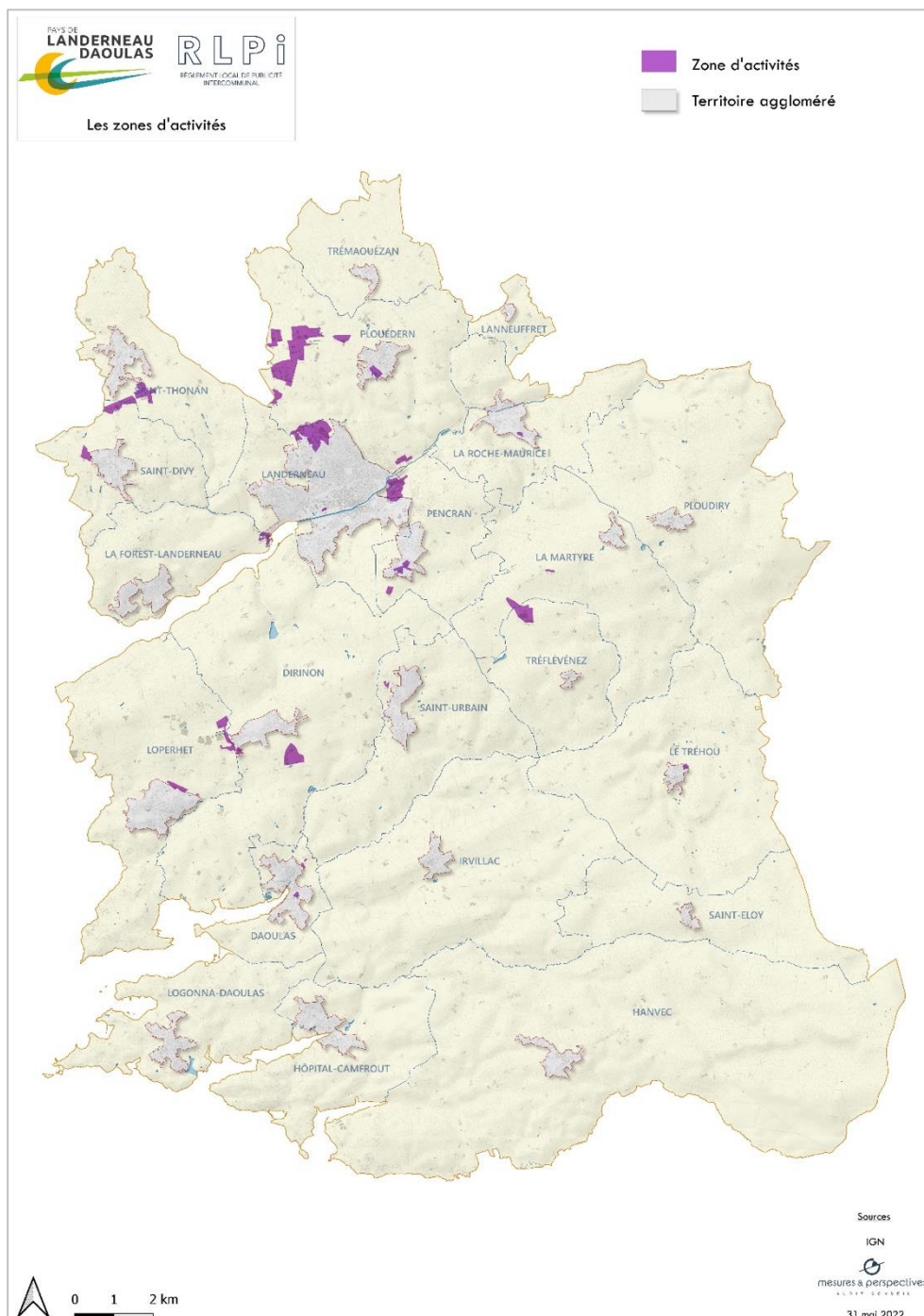
Le territoire de la Communauté d'agglomération se caractérise par son accessibilité et sa position de porte d'entrée du pays de Brest : desservi par des axes routiers structurants et stratégiques (RN 12, RN 165, RD 770) et des lignes de chemin de fer régionales (Brest-Rennes et Brest-Quimper-Nantes), il est au carrefour de pôles d'emploi dynamiques.

Les principaux flux de déplacement se concentrent vers la ville de Landerneau et vers la ville de Brest. Le maillage routier est relativement dense mais laisse percevoir un déséquilibre de la desserte entre le nord et le sud du territoire.



2.6 LES ZONES D'ACTIVITÉS ET COMMERCIALES

Les zones d'activités et commerciales sont principalement localisées au nord du territoire, sur les axes menant à Brest. Elles représentent une grande part des emplois du secteur.



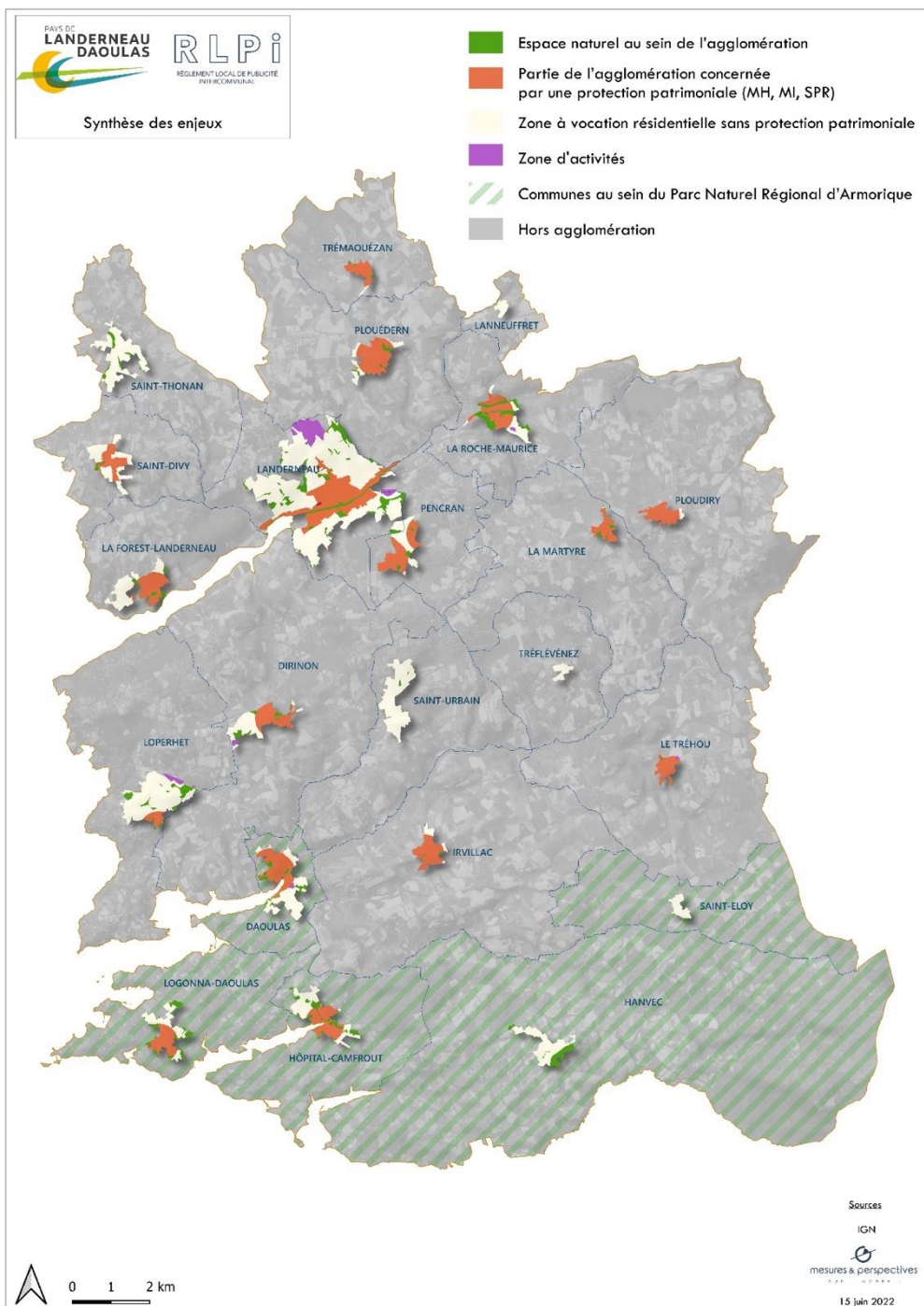
2.7 SYNTHÈSE DES ENJEUX

Dans les agglomérations de la communauté d'agglomération du Pays de Landerneau Daoulas, le patrimoine naturel protégé est principalement représenté par les zones N (PLU) et les espaces boisés classés. Dans ces espaces de nature, la publicité scellée au sol y est interdite (Art. R.581-30). D'autre part, dans les agglomérations des communes situées dans le PNR d'Armorique, la publicité est interdite mais la mise en place d'un RLPi peut la réintroduire (article L.581-8-I).

Ce sont les monuments historiques et les sites patrimoniaux remarquables (SPR) qui constituent l'ensemble du patrimoine architectural. La publicité est strictement interdite sur les immeubles classés ou inscrits. Dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés et inscrits, la publicité est également interdite, mais elle peut être réintroduite dans le cadre d'un RLP. On parle alors d'interdiction « relative ».

Dans les SPR de Landerneau et Daoulas, toute publicité est interdite (article L.581-8).

Les axes structurants et les zones d'activités sont des lieux cibles pour les afficheurs. Il s'agit ici, de maîtriser leurs implantations afin de préserver ou d'améliorer les entrées de villes.



3 : LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Le Code de l'environnement édicte des règles liées aux différentes spécificités des territoires.

3.1 LE CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE

Agglomération, population et unité urbaine sont trois notions fondamentales pour comprendre, adapter et appliquer localement le Code de l'environnement en matière de publicité extérieure :

- la publicité est interdite hors agglomération. Il importe donc de connaître précisément les lieux situés en agglomération ou hors agglomération ;
- le Code de l'environnement définit un régime pour les agglomérations inférieures à 10 000 habitants et un autre régime pour celles qui sont supérieures à 10 000 habitants ;
- toutefois, lorsqu'une agglomération de moins de 10 000 habitants appartient à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, le régime des agglomérations de plus de 10 000 habitants s'applique, à l'exception de quelques règles.

3.1.1 La population de référence (INSEE)

C'est l'INSEE qui définit la population de référence (population totale). Pour les communes comportant des parties agglomérées séparées, c'est la population de chaque partie agglomérée qui est prise en compte. Les règles applicables à la publicité, aux enseignes et préenseignes dépendent en grande partie du nombre d'habitants de l'agglomération où elles sont installées.

3.1.2 Définition de l'agglomération

L'agglomération, selon l'alinéa 1 de l'article R.110-2 du Code de la route, est « *un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde* ». Ce même Code prévoit que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire.

3.1.3 Définition de la communauté d'agglomération (INSEE)

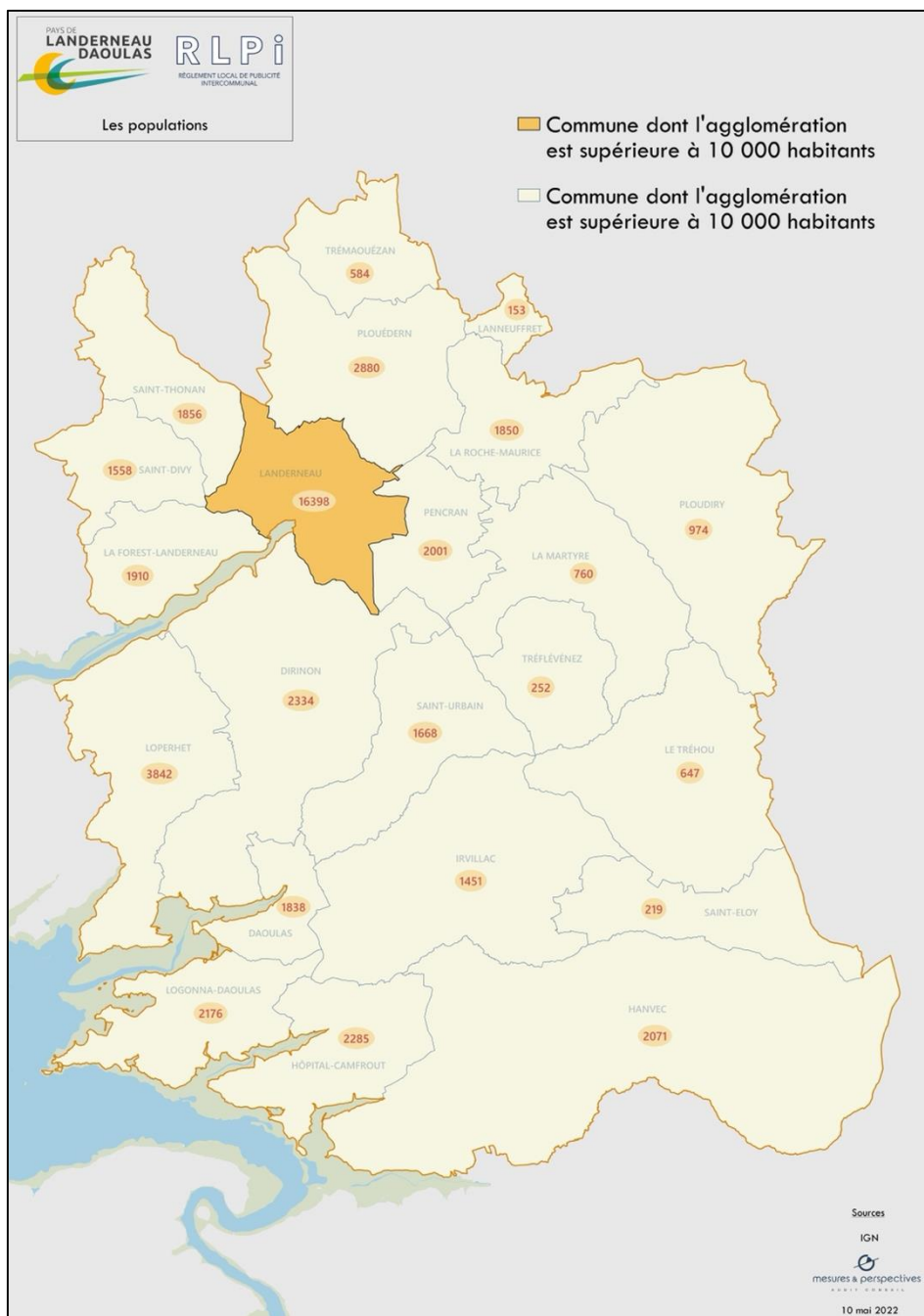
La communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Le seuil démographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département ou la commune la plus importante du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants est réduit à 30 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département. »

3.1.4 Définition de l'unité urbaine (INSEE)

La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et du nombre d'habitants, mais ne tient pas compte du périmètre des EPCI. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de zone non bâtie de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Sur les 22 communes, seule Landerneau à une population supérieure à 10 000 habitants.
L'unité urbaine de Landerneau compte 20 249 habitants. Il n'y a donc pas d'unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

COMMUNES	Population source INSEE en vigueur au 1er janvier 2020	Unité urbaine d'appartenance
Daoulas	1 838	Communes rurales
Dirinon	2 334	Communes rurales
Hanvec	2 071	Communes rurales
Hôpital-Camfrout	2 285	Communes rurales
Irvillac	1 451	Communes rurales
La Forest Landerneau	1 910	Communes rurales
La Martyre	760	Communes rurales
La Roche Maurice	1 850	UU de Landerneau
Landerneau	16 398	UU de Landerneau
Lanneuffret	153	Communes rurales
Le Tréhou	647	Communes rurales
Logonna-Daoulas	2 176	Communes rurales
Loperhet	3 842	Communes rurales
Pencran	2 001	UU de Landerneau
Ploudiry	974	Communes rurales
Plouédern	2 880	Communes rurales
Saint-Divy	1 558	Communes rurales
Saint-Eloy	219	Communes rurales
Saint-Thonan	1 856	Communes rurales
Saint-Urbain	1 668	Communes rurales
Tréflévénez	252	Communes rurales
Trémaouézan	584	Communes rurales



Carte des populations de la CAPLD

3.2 LA NOTION D'AGGLOMERATION

La réglementation de la publicité est construite sur l'opposition « en agglomération/hors agglomération ». La publicité est admise en agglomération, tandis qu'elle est interdite hors agglomération. Cela conduit donc à déterminer avec précision les limites de l'agglomération au titre du code de la route. Les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, ainsi que le document graphique les matérialisant sont annexés au RLPi.

La matérialité de l'agglomération primant sur son aspect formel, les panneaux doivent être implantés au droit des immeubles bâtis rapprochés afin d'éviter toute interprétation des règles applicables.

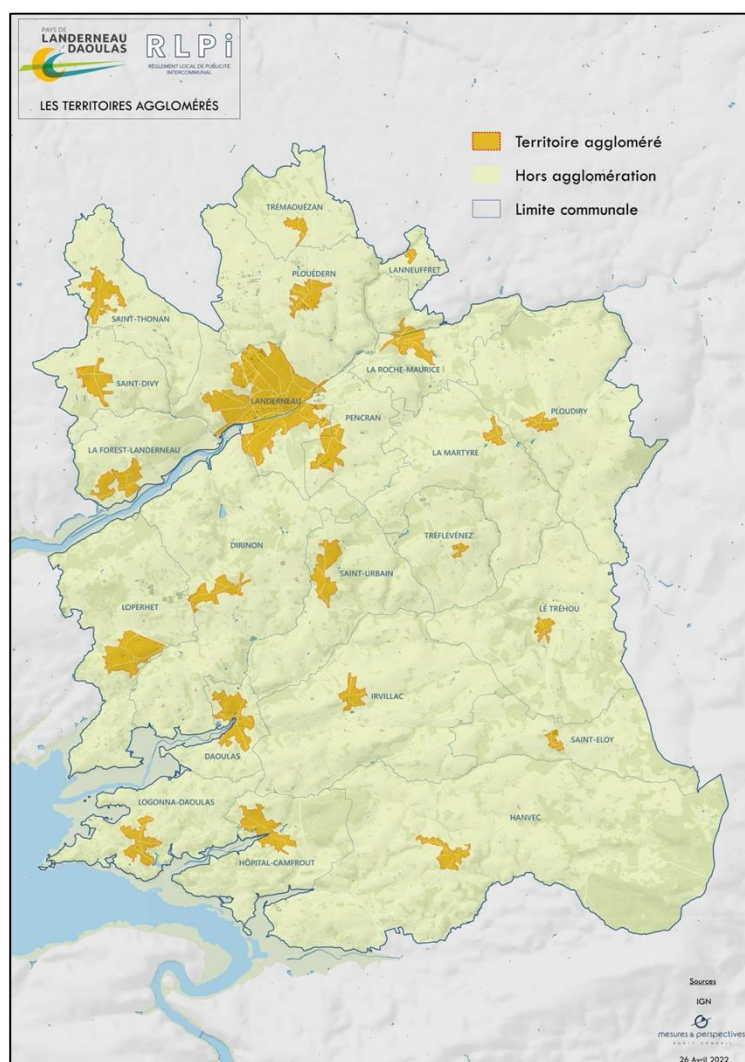
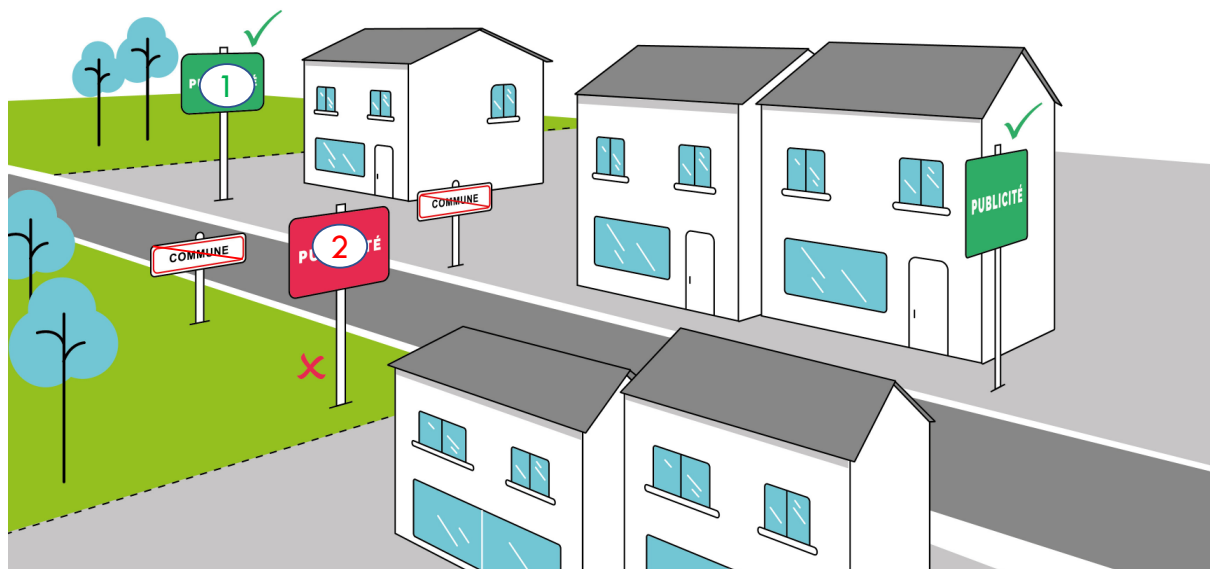


Panneaux d'entrée (EB 10) et de sortie d'agglomération (EB 20)

Cependant, les espaces entre les panneaux et les implantations bâties ne sont pas toujours en parfaite correspondance.

Pour la publicité au sens du Code de l'environnement, l'illustration ci-dessous présente les deux cas de figures les plus courants :

- 1 - l'espace de part et d'autre du panneau ville peut accueillir des dispositifs publicitaires, l'ensemble étant considéré comme un milieu aggloméré ;
- 2 - l'espace entre le panneau ville et la première maison ne peut pas accueillir de publicité parce qu'il est considéré comme en dehors du milieu aggloméré.



Carte des territoires agglomérés de la CAPLD

3.3 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES A LA PUBLICITE

Comme indiqué plus haut, la particularité des communes de la CAPLD est d'être soumises à des règles en matière de publicité extérieure distinctes selon que leur agglomération compte plus ou moins 10 000 habitants.

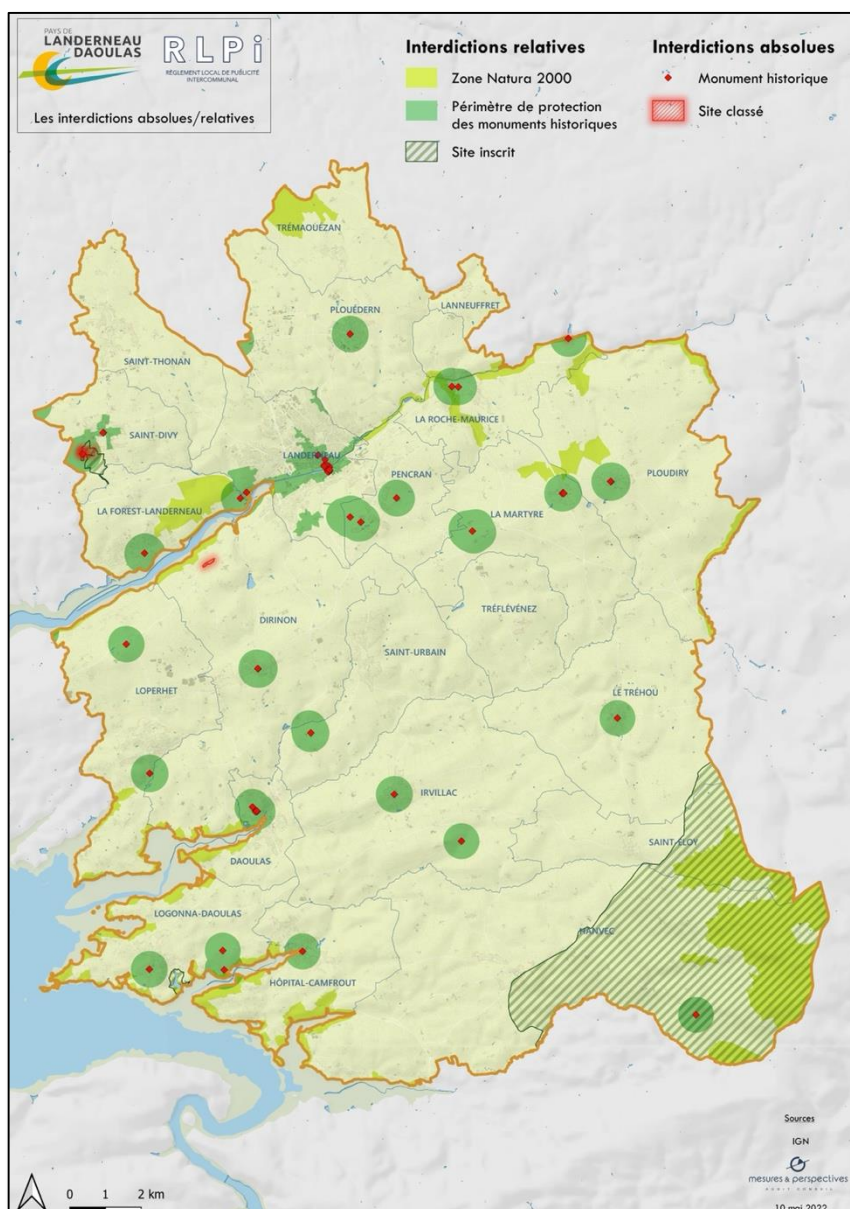
Au vu des chiffres de la population, cela conduit à évoquer le régime juridique de la publicité et des enseignes applicable :

- à Landerneau d'une part ;
- dans les autres communes de la communauté d'agglomération d'autre part.

Le RNP a fixé un régime propre à la publicité murale, à la publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol, à la publicité numérique, à la publicité sur toiture, et à la publicité sur bâche. A également été instituée une règle nationale de densité et, pour la publicité lumineuse, une obligation d'extinction nocturne.

3.3.1 Les interdictions relatives ou absolues

Le RNP fixe des lieux d'interdiction relatives ou absolues suivant l'appartenance ou non à une zone de protection (patrimoine architectural ou patrimoine naturel). On distingue les secteurs d'interdiction absolue, où la publicité ne pourra jamais être admise, des secteurs d'interdiction relative où il est possible de réintroduire la publicité dans le cadre de l'élaboration d'un RLPi.



Carte des interdictions relatives ou absolues de CAPLD

3.3.2 La surface de la publicité

L'instruction du ministère de la transition écologique et solidaire en date du 18 octobre 2019 fixe les modalités de calcul des surfaces des publicités.

- pour le mobilier urbain, la surface est la surface de l'affiche ;
- pour toutes les autres publicités, la surface est la surface de l'affiche et de l'encadrement ;
- lorsqu'il s'agit d'un dispositif scellé au sol, le pied n'est pas pris en compte dans le calcul.

3.3.3 Les principales règles applicables à la publicité murale

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité murale ne peut avoir une surface unitaire excédant 4,70 m², ni s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol.

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, elle ne peut avoir une surface unitaire excédant 10,50 m², ni s'élever à plus de 7,5 m au-dessus du niveau du sol (article R.581-26 du Code de l'environnement).

Agglomérations de - de 10 000 habitants	Landerneau
Surface maximale 4,70 m ²	Surface maximale 10,50 m ²
Hauteur maximale 6 m	Hauteur maximale 7,5 m

3.3.4 Les principales règles applicables à la publicité scellée au sol

La publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants qui ne font pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (article R.581-31 du Code de l'environnement).

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, elle ne peut s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 10,50 m² (article R.581-32 du Code de l'environnement).

Agglomérations de - de 10 000 habitants	Landerneau
Interdite	Surface maximale 10,50 m ²
	Hauteur maximale 6 m

3.3.5 Le régime applicable au mobilier urbain

Le mobilier urbain fait l'objet d'articles spécifiques (articles R.581-42 et suivants) définissant les mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité. Les surfaces publicitaires propres à chaque type de dispositif (colonne culturelle, abri-voyageur, ...) sont spécifiées.

Pour les dispositifs de communication supportant à titre accessoire de la publicité, les surfaces sont :

Agglomérations de - de 10 000 habitants	Landerneau
Surface maximale 2 m ²	Surface maximale 10,50 m ²
Hauteur maximale 3 m	Hauteur maximale 6 m

3.3.6 Le régime applicable à la publicité lumineuse

La famille des publicités lumineuses comporte les trois catégories suivantes :

- La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence est constituée de dispositifs dont les affiches sont éclairées par l'extérieur au moyen de spots, ampoules ou rampes d'éclairages, ainsi que celle qui est éclairée par l'intérieur au moyen de tubes néons : caisson lumineux, panneaux vitrines.
Elle se voit appliquer toutes les dispositions relatives à la publicité non-lumineuse.
- La publicité lumineuse numérique désigne essentiellement les « écrans » numériques, composés de diodes, leds etc. téléviseurs géants qui peuvent présenter des images fixes, des images animées (faisant apparaître un slogan, un prix, faisant évoluer une forme ou un pictogramme...) ou une vidéo.
Elle est interdite dans les agglomérations de moins de dix mille habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de cent mille habitants.

Agglomérations de - de 10 000 habitants	Landerneau
Interdite	Surface maximale 8 m ²
	Hauteur maximale 6 m

- Les autres publicités lumineuses sont principalement constituées par les néons, souvent installés sur les toitures. Ces publicités lumineuses sont interdites dans les agglomérations de moins de dix mille habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de cent mille habitants.
L'article L.581-14-4 de la loi climat et Résilience du 22 août 2021 a levé cette interdiction lorsque la publicité lumineuse est située à l'intérieur des vitrines.

3.3.7 La publicité sur véhicules terrestres

La publicité sur les véhicules terrestres est réglementée par le Code de l'environnement. Il est à souligner que tous les véhicules terrestres sont concernés dès lors que leur utilisation est essentiellement publicitaire, quel que soit le nombre de roues, que le véhicule soit motorisé ou non, etc.

3.3.8 La publicité sur bâches

Les bâches comportant de la publicité sont classées en deux catégories :

- les bâches de chantier, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux » ;
- les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

Agglomérations de - de 10 000 habitants	Landerneau
Interdite	Bâche de chantier : surface de publicité < à 50% de la surface de la bâche

3.3.9 La règle nationale de densité

Indistinctement applicable à la publicité murale ou scellée au sol, la règle nationale de densité limite le nombre de dispositifs publicitaires sur un territoire donné. Elle se calcule en fonction de la longueur de la façade d'une unité foncière bordant une voie publique. Lorsque la longueur de la façade est inférieure à 80 m, en l'absence de toute publicité scellée au sol, il ne peut y avoir qu'une publicité murale voire deux si elles sont juxtaposées ou superposées.



Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire

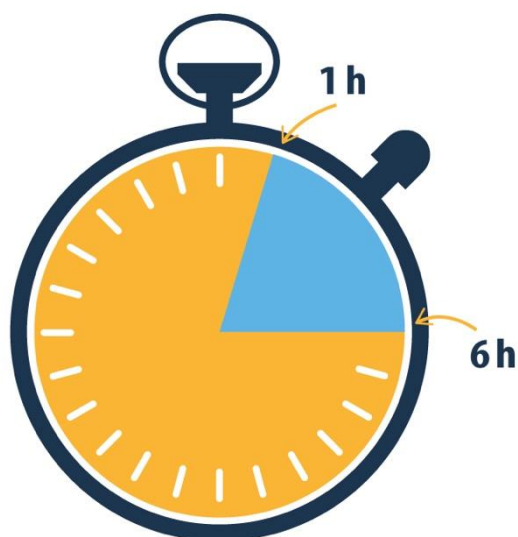
En l'absence de toute publicité murale, il ne peut y avoir qu'une publicité scellée au sol si la longueur de la façade est inférieure à 40 m et deux publicités si la longueur est comprise entre 40 m et 80 m. Au-delà de 80 m, il ne peut y avoir qu'un seul dispositif publicitaire (mural ou scellé au sol) par tranche de 80 m entamée.



Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la transition écologique et solidaire

3.3.10 L'obligation d'extinction nocturne

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures du matin, à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques qu'elles soient à image fixe. Les dispositions relatives à l'obligation d'extinction entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023 pour les publicités lumineuses supportées par le mobilier urbain.



3.4 LES DISPOSITIONS DU RNP APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Le RNP s'applique aux enseignes. Leur régime diffère selon qu'elles sont posées à plat ou perpendiculairement à un mur, scellées au sol ou directement installées sur le sol, installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu. Lorsqu'elles sont lumineuses, elles doivent respecter une obligation d'extinction nocturne.

3.4.1 Les principales règles applicables à l'enseigne murale

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser ses limites, ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 m.

Les enseignes installées sur auvent ou marquise ne peuvent dépasser 1 m de haut.

Les enseignes installées devant un balconnet, une baie ou sur un balcon ne doivent pas dépasser les limites du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet, du balcon ou de la baie. Elles ne peuvent constituer une saillie de plus de 0,25 m par rapport au balcon.

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne peuvent constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, dans la limite de 2 m.

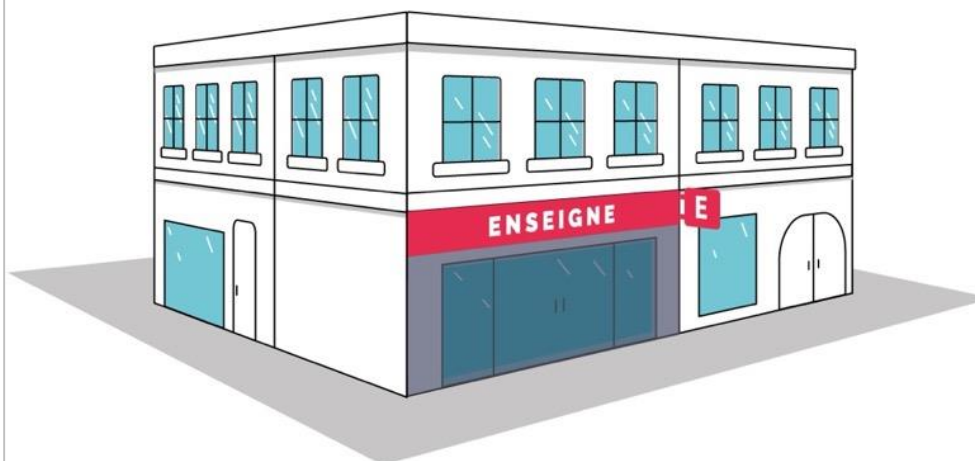
La surface cumulée des enseignes murales ne peut dépasser 15 % de la surface de la façade commerciale sur laquelle elles sont installées. Lorsque la surface de la façade est inférieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes est portée à 25 %.

Chaque façade est comptée séparément.

% de la surface de façade commerciale

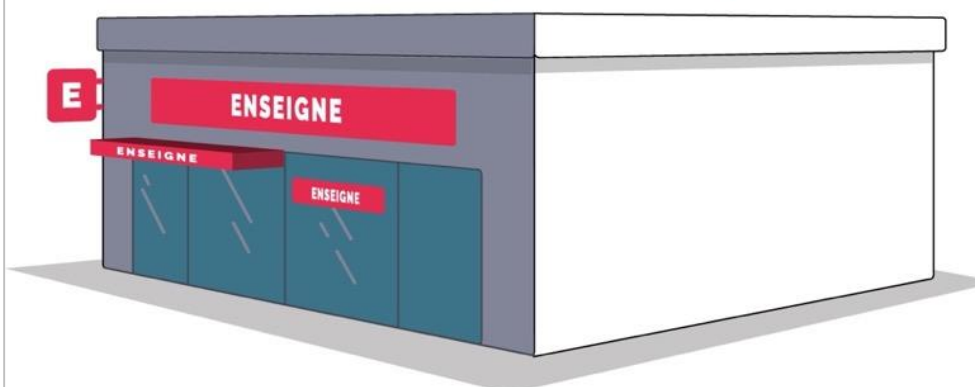
Façade commerciale
< à 50 m²

Surface enseigne
≤ à 25 %



Façade commerciale
> à 50 m²

Surface enseigne
≤ à 15 %



3.4.2 Les principales règles applicables à l'enseigne scellée au sol

L'enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elle se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie, ni à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété. Deux enseignes peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Lorsqu'elle fait plus de 1 m², l'enseigne scellée au sol est limitée à un dispositif placé le long de chacune des voies publiques bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Lorsqu'elle mesure 1 m ou plus de large, l'enseigne scellée au sol ne peut dépasser 6,5 m de haut. Cette hauteur est portée à 8 m lorsqu'elle fait moins de 1 m de large.

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, appartenant ou non à une unité urbaine, la surface unitaire maximale de l'enseigne scellée au sol est de 6 m².

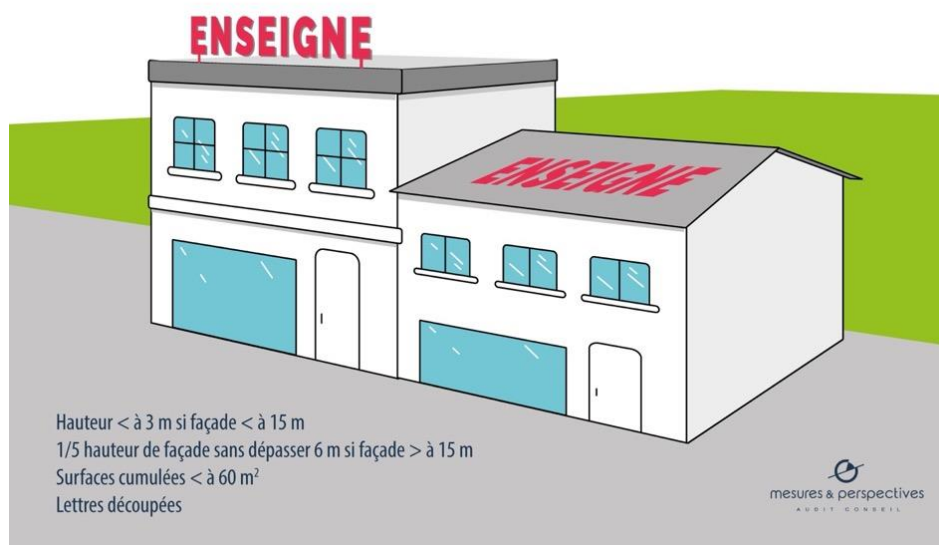
	Agglomération de - de 10 000 habitants	Landerneau
	Surface maximale 6 m ²	Surface maximale 10,50 m ² et 6 m ² hors agglomération
densité	Surface > 1 m ² = 1 par voie bordant l'établissement	
	Surface < 1 m ² = pas de limitation de nombre	
hauteur	8 m si largeur < 1 m	
	6,5 m si largeur > 1 m	

3.4.3 Les principales règles applicables à l'enseigne sur toiture ou terrasse

Les enseignes installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fonds autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent dépasser 0,50 mètre de haut.

La hauteur est limitée à 3 mètres si la hauteur de façade qui la supporte est inférieure à 15 mètres. Cette hauteur est portée au 1/5 de la façade si cette dernière est supérieure à 15 mètres dans la limite de 6 mètres

La surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 m².

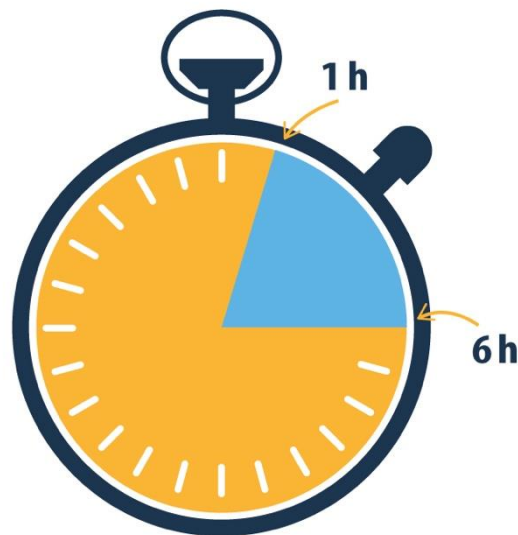


3.4.4 Les enseignes lumineuses à l'intérieur des vitrines

Comme pour la publicité à l'intérieur des vitrines (voir 3.3.10), la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, article 18, permet de réglementer les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Les prescriptions peuvent porter sur les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique ou la prévention des nuisances lumineuses.

3.4.5 Les règles d'extinction nocturne

L'enseigne lumineuse, c'est-à-dire l'enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse, est soumise à une obligation d'extinction nocturne. Elle est également fixée de 1 h à 6 h du matin lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.



3.5 LE POUVOIR DE POLICE

Comme le prévoit l'article L.581-14-2 du Code de l'environnement, le pouvoir de police appartient par principe au préfet, mais il est transféré au maire s'il existe un règlement local de publicité. Dans ce cas, le maire a compétence sur l'ensemble du territoire communal, même dans les zones au sein desquelles le RLP ne prévoit pas de règles spécifiques, ou si le RLP ne prévoit aucune règle spécifique pour l'ensemble de la commune.

Lorsque le RLPi sera adopté, chaque maire sera compétent sur l'ensemble du territoire de sa commune, qu'il soit couvert ou non par le zonage.

Cette règle évolue avec la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 qui exclut désormais le préfet.

À compter du 1^{er} janvier 2024, cette compétence sera automatiquement transférée au maire ou au président de l'EPCI, RLP(i) ou non selon la population :

Commune de moins de 3 500 habitants appartenant à un EPCI compétent (ou non) en matière de PLU ou de RLP	Le président de l'EPCI dans tous les cas
Commune de plus de 3 500 habitants appartenant à un EPCI compétent en matière de PLU ou RLP	Le président de l'EPCI

Les maires ont la possibilité de conserver cette compétence sous réserve de se prononcer entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2024.

Si un ou plusieurs maires s'y opposent, le président de l'EPCI peut renoncer à cette compétence sur tout le territoire.

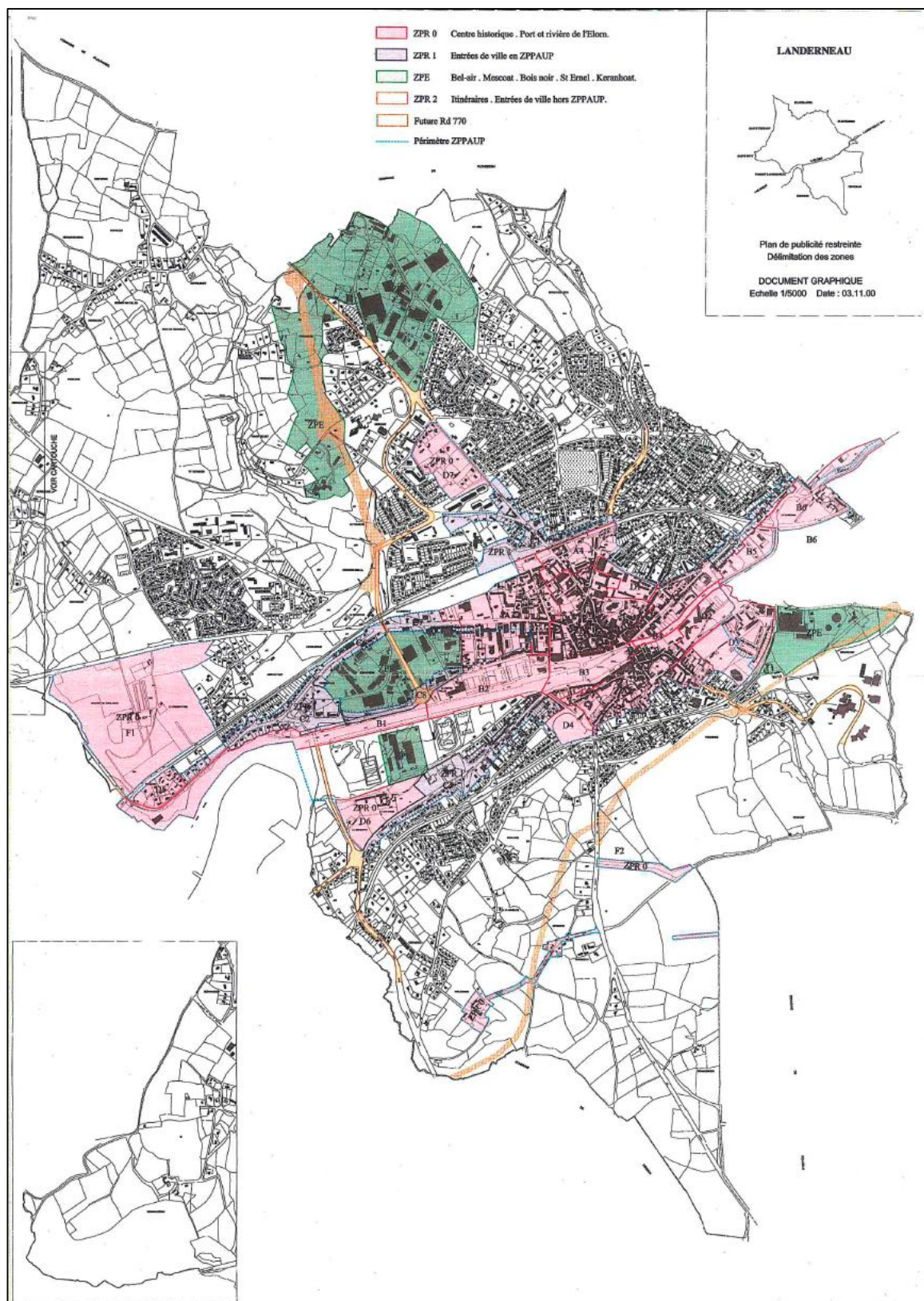
L'autorité investie du pouvoir de police délivre les autorisations requises avec le cas échéant accord ou avis de l'architecte des Bâtiments de France (ABF).

3.6 LES DISPOSITIONS FIGURANT DANS LE RLP DE LANDERNEAU

Seule la commune de Landerneau était dotée d'un RLP.

Ses principales règles sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

	ZPRO	ZPR1	ZPR2	ZPE
	Patrimoine bâti et naturel, centre ancien, quartiers périphériques rives et perspectives sur l'Elorn, EBC	Entrées de ville	Entrées d'agglomération	Zones d'activité (principales rue de la zone concernée)
Dispositions générales	publicité : matériaux de qualité, inaltérable, durable, dos habillé, propre, entretien aisé Pas de stationnement ou d'intervention d'affichage sur les espaces verts Palissades de chantiers soumises au RNP			
Publicité murale	Publicité murale uniquement publicité lumineuse voir prescriptions générales	12m ² Pas de mural et de portatif visible sur le même sens de circulation sur une même UF	12m ²	16 m ² si rectangulaires
Publicité scellée au sol	Interdit	12m ² scellées au sol sur UF de + de 40 m secteurs C1 à C8 interdistance minimum 80 m en C1, C2, C3, C8 et C5, éventuellement 30 m en C5 en cas de non covisibilité et 50 m en C6 et C7 Interdiction à moins de 5 m de la façade d'un immeuble dispositifs en V ou doublons si UF > à 200 m Pas de mural et de portatif visible dans le même sens de circulation sur une même UF	12m ² uniquement sur UF > 20 m interdistance de 50 m (200m si le long de la RD 770) dispositifs en V ou doublons si UF > à 200 m Interdiction à moins de 5 m de la façade d'un immeuble Pas de mural et de portatif visible dans le même sens de circulation sur une même UF	16 m ² si rectangulaires interdistance > 40 m
Publicité lumineuse		conforme au cahier de prescriptions générales annexé	conforme au cahier de prescriptions générales annexé	conforme au cahier de prescriptions générales annexé
Mobilier urbain	2m ² 1 dispositif de 12 m ² par secteurs (4) flechage directionnel réalisé par mu	2m ² ou 12 m ²	2m ² 12 m ²	2m ² 12 m ²
Préenseignes	respect de l'arrêté municipal qui réglemente tout élément sur voie publique à proximité immédiate des établissements mobiliers type mobilier urbain éclairage conforme aux prescriptions générales annexées			
Enseignes	caissons lumineux, en acrotères ou enseignes sur toitures interdites éclairage conforme au cahier de prescriptions générales annexé			



Plan de zonage du RLP de Landerneau

Commentaires :

Ce RLP, datant du 19 février 2001, traite de tous les types de dispositifs. Il est composé de quatre zones : trois zones de publicité retreintes (patrimoine bâti et patrimoine naturel, entrées de ville, entrées d'agglomération) et une zone de publicité élargie (zones d'activité de la ville). Le reste du territoire est soumis aux règles de la loi du 29 décembre 1979.

Ce règlement impose des règles d'esthétique et de densité pour les publicités, interdit certains types d'enseignes et fixe des règles concernant l'éclairage des dispositifs.

Quelques-unes de ces règles sont toujours d'actualité et pourront être reprises dans le nouveau règlement.

4 : LE DIAGNOSTIC

4.1 METHODE DE RECENSEMENT

L'élaboration du RLPi nécessite de connaître la situation des publicités et des enseignes en place. Le diagnostic a pour objet de faire un état de l'existant de tous les types de dispositifs implantés sur le territoire et concernés par la réglementation.

Il permet d'établir un bilan qualitatif de la publicité extérieure en la replaçant dans l'espace public, en lien avec les orientations fixées par la délibération de prescription.

L'observation qualitative permet de déterminer les enjeux : infraction à la réglementation en vigueur, lieux surchargés, matériels inadéquats...

Au-delà de l'analyse qualitative, l'analyse quantitative permet de mesurer la pression publicitaire, d'identifier et de localiser les éventuelles illégalités et de repérer les situations qui, bien que légales au regard du RNP ou des RLP, portent manifestement atteinte au cadre de vie et à l'environnement.

4.1.1 Publicité

La totalité du territoire de la communauté d'agglomération a été parcourue, permettant le relevé des dispositifs de 1,5 m² ou plus, hors mobilier urbain publicitaire.

Une base de données SIG a été constituée à partir des relevés terrain, permettant d'établir une cartographie de répartition des dispositifs recensés.

Pour chaque dispositif, les données sont présentées sous forme d'une fiche détaillée reprenant tous les items nécessaires à son analyse et son suivi :

- nature du dispositif ;
- adresse ;
- photo ;
- dimensions ;
- éclairage ;
- légalité ou non vis-à-vis du RLP ou du RNP.

Géopano		12/04/2022
Numéro du panneau :	18	Date de déclaration préalable :
		Date d'installation :
		Date de retrait :
Adresse :	Route de Kerhuon	
Code postal :	29800	Ville : LA FOREST-LANDERNEAU
Société :	Viarama	
Adresse locale de la société :		
Propriété :	Privée	Format :
Support :	Mur	Autre format :
Scellé :		Mécanique du panneau :
Pied :		Eclairage :
Mobilier Urbain :		
Autre mobilier :		
Légalité :	Oui	
Illégalité RNP :		
Illégalité RLP :		
Autre infraction :		
Commentaire :	Gauche	
Code attribué par la société exploitante :		
Latitude :	48.421794984517	Longitude : -4.323868300631319
		
Date de création de la fiche panneau :	09/02/2022	Date de modification de la fiche panneau :
Date de modification de la fiche panneau :	12/04/2022	
Nombre de fiches : 1		1/1

Exemple de fiche de recensement publicitaire

4.1.2 Enseignes

Un repérage détaillé qualitatif sur tout le territoire en matière d'enseignes est réalisé, permettant de mettre en évidence les secteurs à réglementer et les règles à établir pour permettre une meilleure intégration dans leur environnement.

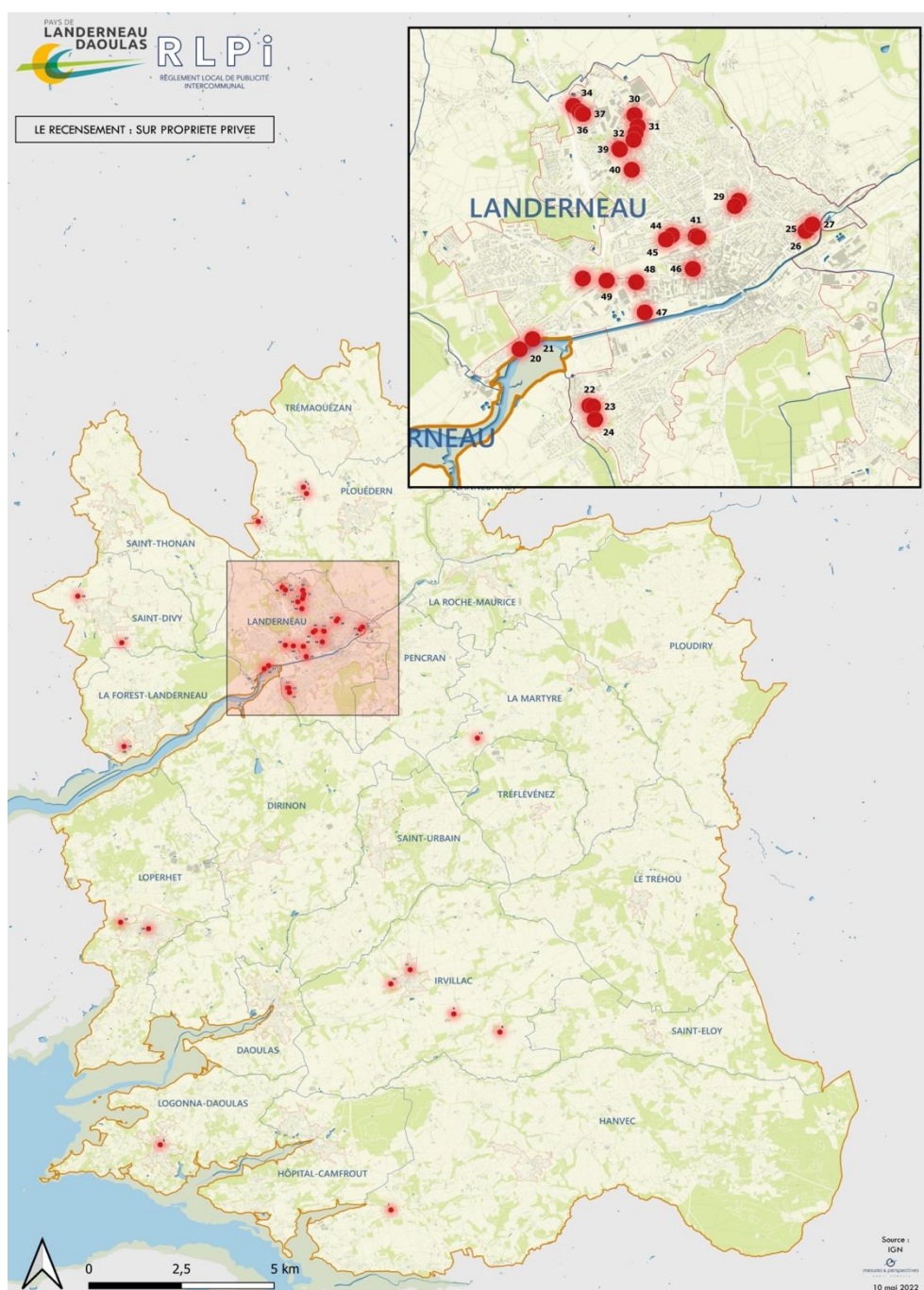
4.2 LES CHIFFRES CLEFS DE LA PUBLICITE

4.2.1 La publicité sur le territoire

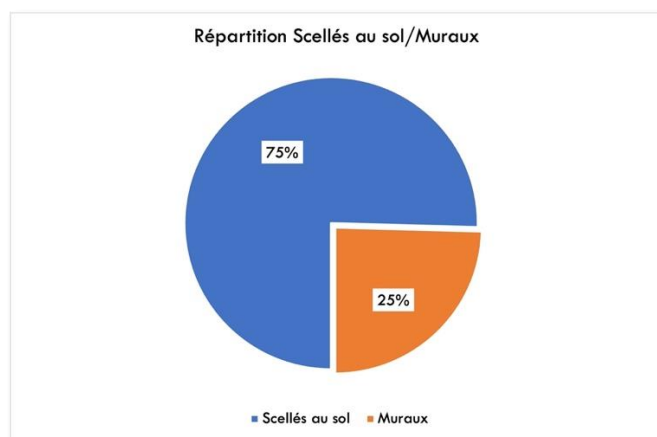
Le nombre de dispositifs relevés s'élève à 95. La répartition s'effectue comme suit :

- 57 publicités sur propriétés privées ;
- 38 mobiliers urbains publicitaires à Landerneau (donnée fournie par la commune).

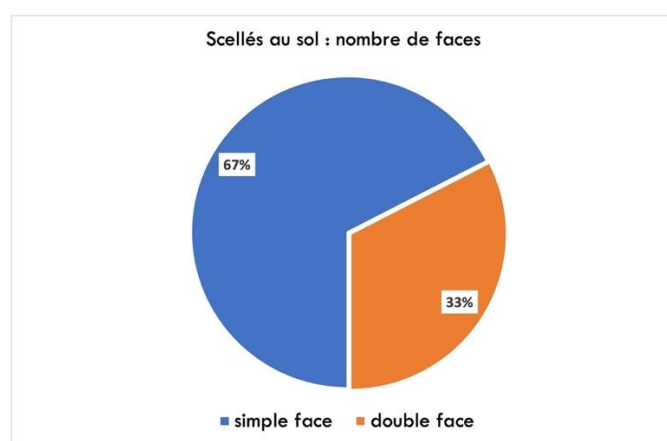
4.2.2 La publicité hors mobilier urbain



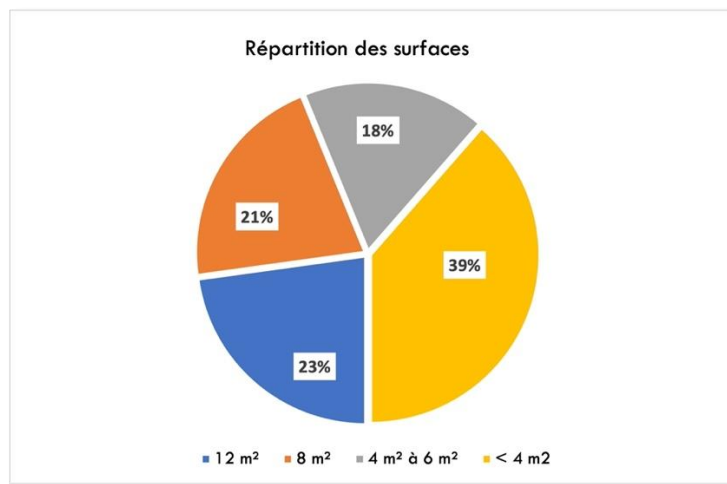
La majorité des dispositifs est scellée au sol (75 %).



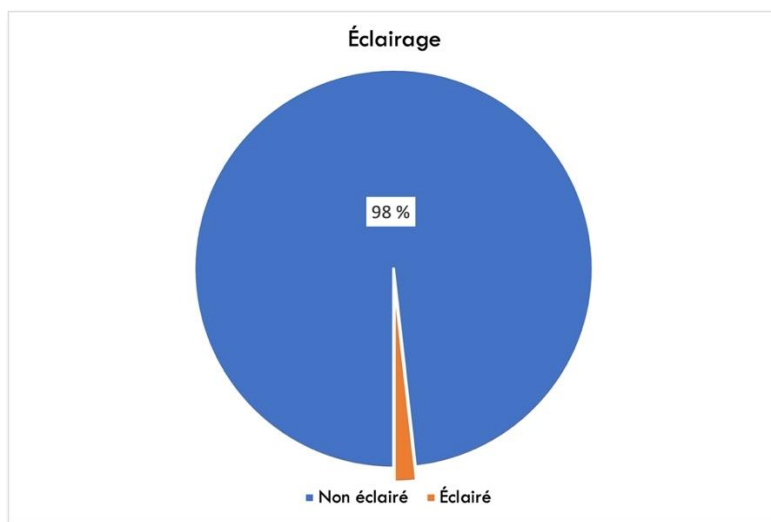
Les dispositifs scellés au sol sont rarement double face.



61% des dispositifs ont une surface supérieure ou égale à 4 m².



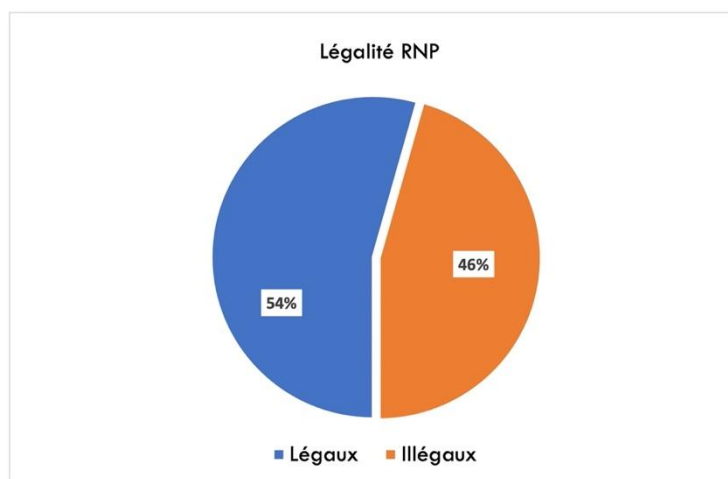
Un seul dispositif est éclairé. Il n'y a pas de publicité numérique sur le territoire.



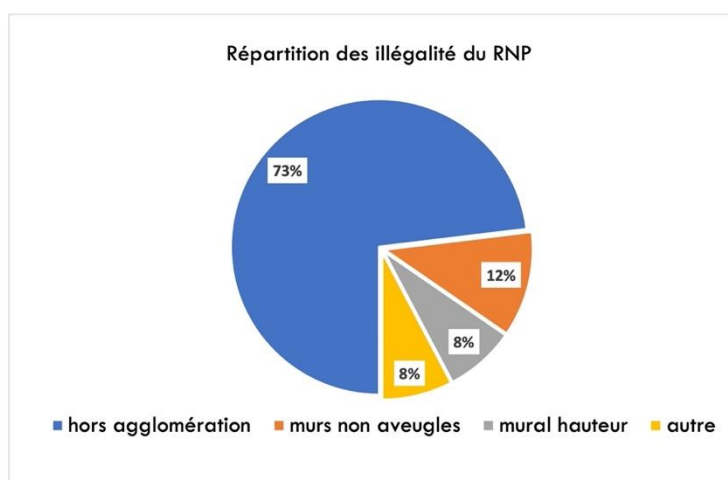
4.3 LA LEGALITE DES DISPOSITIFS

4.3.1 La publicité

Sur les 57 dispositifs recensés sur propriété privée, 26 illégalités ont été relevées au regard du RNP.



La majorité des dispositifs illégaux sont situés hors agglomération. Le nombre des autres dispositifs illégaux par nature d'infraction est anecdotique.





Publicité hors agglomération



Publicité scellée au sol dans une commune de moins de 10 000 habitants



Publicité sur un mur non aveugle



Publicité murale qui dépasse la limite d'égout du toit

4.3.2 Les enseignes

En ce qui concerne les enseignes, 4 types d'illégalités les plus récurrentes ont été relevées. Les motifs sont présentés ci-dessous :



Dépassement de la limite d'égout du toit



Enseigne hors unité foncière où se trouve l'activité donc publicité



Nombre d'enseigne scellée au sol de plus de 1m² > à 1



% de surface de façade non respecté

4.4 LES CONSTATS

4.4.1 Dans les zones de patrimoine naturel

Site inscrit



Enseignes murales, les perpendiculaires ne sont pas très bien positionnées - Hanvec

Il n'a pas été recensé de publicités dans ces secteurs.

Parc naturel régional



Publicité scellée au sol illégale – Logonna-Daoulas



Enseignes installées sans vrai rapport avec la composition de la façade dans le PNRA – Hôpital-Camfrout

Les enseignes nécessitent un traitement particulier pour mieux s'intégrer dans leur environnement.

4.4.2 Dans les zones de patrimoine architectural



Publicité éclairée scellée au sol dans le SPR - Landerneau



Enseignes assez qualitatives dans le SPR - Landerneau



Enseignes dans le SPR - Daoulas

Afin de tenir compte de la protection et de la mise en valeur des éléments de patrimoine bâti dans les territoires agglomérés, il est nécessaire de proposer une réglementation spécifique pour les sites patrimoniaux remarquables.

4.4.3 Dans les zones d'activités



Publicités illégales car scellées au sol hors agglomération – Plouédern

L'usage de la SIL pourrait les remplacer et palier aux besoins des acteurs économiques locaux.



Enseignes scellées au sol - Landerneau

Ces enseignes sont ont des formes disparates. Du fait des matériels employés, il est difficile de différencier une publicité d'une enseigne. Une harmonisation de leur forme clarifierait le message et leur apporterai une meilleur lisibilité.



Enseignes sur façade dépassant la ligne d'égout du toit – Saint-Thonan

Organiser le traitement des enseignes dans les zones d'activités (en et hors espace aggloméré).

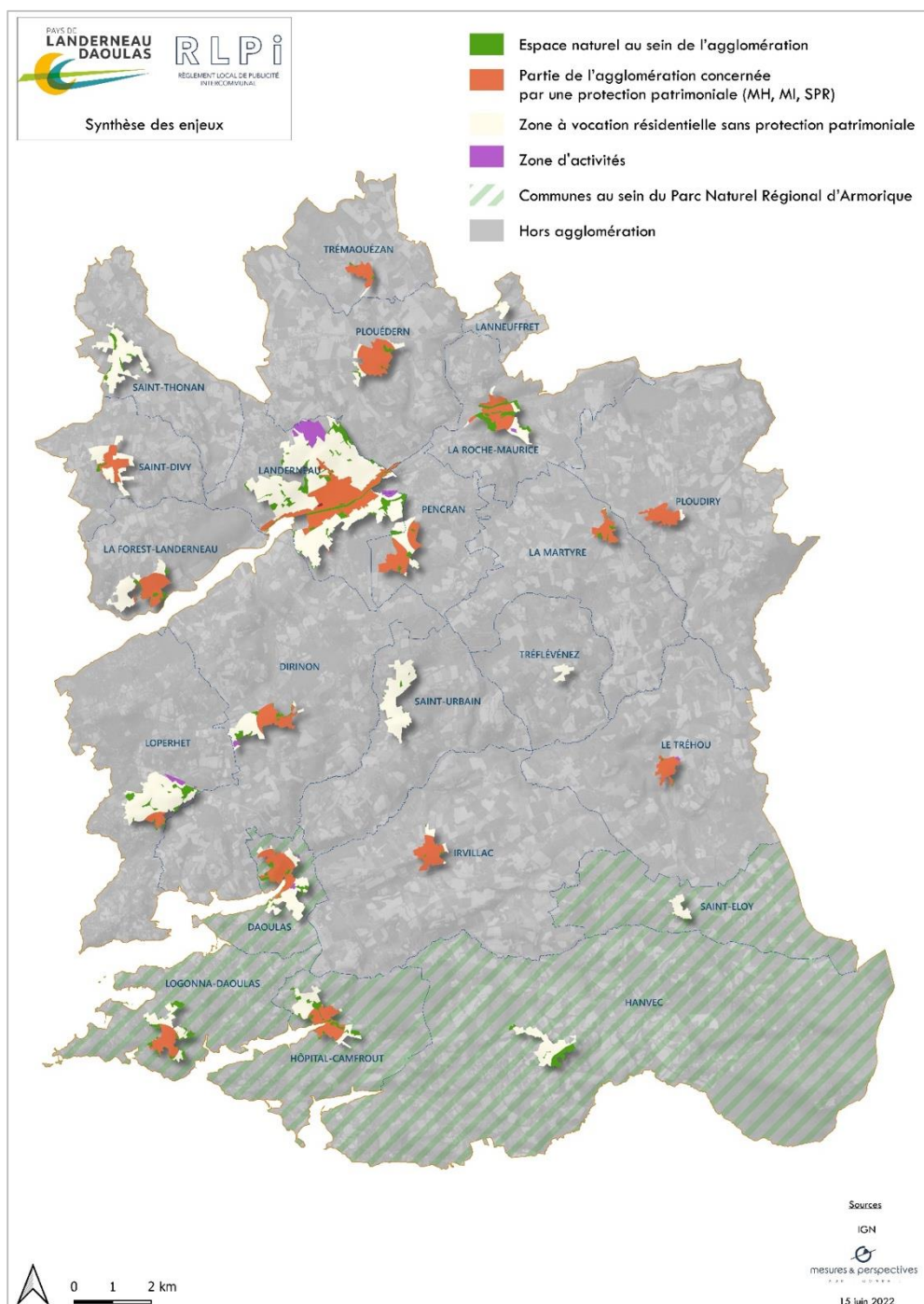
Favoriser la visibilité des établissements avec de la SIL si nécessaire.

4.4.4 Dans les zones résidentielles



Publicité de dimensions disproportionnées avec le bâti - Landerneau

Dans ces lieux, il est nécessaire de limiter la présence de la publicité.



La carte de synthèse des enjeux reprend les éléments qui permettront de définir les contours du zonage du futur RLPi.

5 LES ORIENTATIONS

5.1 LES OBJECTIFS

Lors de la prescription d'élaboration du RLPi du pays de Landerneau-Daoulas du 11 décembre 2020, les objectifs suivants ont été définis :

- s'approprier les objectifs de la réglementation nationale,
- rechercher une harmonisation des règles sur le territoire tenant compte des typologies des espaces,
- préserver le paysage des espaces sensibles du territoire: portes d'entrée, axes de circulation structurants, espaces naturels et du parc naturel régional d'Armorique, ...
- éviter la multiplication des dispositifs d'affichage notamment aux entrées des centralités, le long des axes de circulation,
- permettre la réintroduction de certaines formes de publicité dans des secteurs où la réglementation nationale interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse l'autoriser (sites patrimoniaux remarquables de Landerneau, Daoulas, Trémaouézan, abords des monuments historiques, secteurs agglomérés du parc naturel régional d'Armorique, zones commerciales hors agglomération exclusives de toute habitation) afin de concilier les enjeux de préservation du patrimoine et du cadre de vie avec l'exercice des activités économiques et les nécessités de l'animation de la vie locale.

5.2 LES ORIENTATIONS POUR LA PUBLICITE

5.2.1 A l'échelle du territoire intercommunal

1) Limiter la densité des publicités :

Les dispositifs publicitaires sur pignons ou sur mur de clôture sont multiples. Cette orientation vise à limiter à 1 dispositif mural par pignon et par unité foncière. Bien souvent, les dispositifs occupent une trop grande proportion de la surface du support sur lequel ils sont installés. De plus, les messages sont souvent doublés, ce qui n'a que peu d'intérêt.

De même, les dispositifs scellés au sol ont un fort impact sur les perspectives. Cette orientation vise à réduire le nombre de dispositifs dans des mêmes lieux. En instaurant des règles de densité par unité foncière, les dispositifs publicitaires seront limités en nombre dans des secteurs où ils sont très présents.

2) Réduire l'impact des dispositifs publicitaires lumineux :

Les horaires d'extinction sont fixés de 1 h à 6 h dans la réglementation nationale. Cette orientation vise à lutter contre la pollution lumineuse nocturne et la consommation d'énergie. Les horaires d'extinction pourraient être étendus à 23h / 7h.

5.2.2 A l'échelle de Landerneau

1) Réduire la surface de dispositifs :

Les dispositifs de 12 m² ne sont pas adaptés à la physionomie du territoire car très imposants. Cette orientation vise à réduire leur surface à 10,5 m². Cette orientation vise à diminuer la surface des dispositifs et réduire leur incidence dans leur environnement.

Cette mesure est une tendance dans les RLP/RLPi sur tout le territoire national. Elle anticipe un projet de décret.

2) Admettre la publicité sur mobilier urbain au sein du Site Patrimonial Remarquable :

Le mobilier urbain publicitaire sera interdit dans le SPR si le RLPi ne réintroduit pas la publicité dans ce secteur. Cette orientation vise à laisser la possibilité à la ville de Landerneau de continuer à implanter du mobilier urbain (outil de communication et publicitaire) dans le SPR si elle le souhaite.

Le fait de les réintroduire laisse la possibilité à la ville de décider d'en implanter ou non via le contrat de mobilier urbain.

3) Protéger les entrées de ville :

Les entrées de ville définissent souvent la première perception des visiteurs. Cette orientation vise à limiter ou supprimer les dispositifs aux entrées de la ville de Landerneau sur une distance donnée (100 m des plaques d'agglomération par exemple).

Cela libère les perspectives et n'empêche pas les annonceurs de s'exprimer, passé cette distance.

4) Anticiper et encadrer l'arrivée du numérique :

La publicité numérique n'est pas présente sur le territoire. Cependant elle n'est pas interdite ou réglementée. Cette orientation vise à encadrer la publicité numérique, l'autoriser dans des lieux opportuns et la réglementer (densité, surface...).

La publicité numérique trouve sa place plus aisément dans les zones d'activités que dans le centre-ville.

5.2.3 A l'échelle des communes du PNRA et aux abords des monuments historiques

1) Maintenir l'interdiction de la publicité ou traiter de manière spécifique la publicité située dans les lieux patrimoniaux et préconiser l'utilisation de la Signalisation d'Information Locale (activités, équipements).

La publicité n'est pas présente dans ces secteurs. Cette orientation vise à maintenir l'interdiction de la publicité dans ces secteurs.

Les établissements qui souhaiteraient se signaler ont la possibilité de le faire grâce aux dispositifs de SIL.

5.2.4 A l'échelle des autres communes du territoire

1) Maintenir la réglementation nationale :

Le RNP fixe des règles assez contraignantes pour les communes de moins de 10 000 habitants. Il n'est pas nécessaire de réglementer les surfaces. Cette orientation vise à conserver la surface des dispositifs publicitaires muraux à 4 m². Cette surface est adaptée à l'urbanisme de ces communes.

2) Application du RNP

Dans certains secteurs, il peut être opportun pour les communes de disposer de mobilier urbain. Cette orientation vise à maintenir cette possibilité.

5.3 LES ORIENTATIONS POUR LES ENSEIGNES

5.3.1 A l'échelle du territoire intercommunal

1) Harmoniser le format des enseignes scellées au sol

Les enseignes scellées au sol sont souvent apposées sur les mêmes matériels que les publicités. Il est difficile de les distinguer. Cette orientation vise à harmoniser les enseignes scellées au sol de plus d'1 m² sur tout le territoire en :

- limitant la surface à 6 m² sur tout le territoire ;
- exigeant un format de type totem (à minima hauteur = 2x largeur) ;
- regroupant les enseignes sur un même dispositif si les établissements sont sur la même unité foncière.

Cette mesure facilite la lisibilité des messages et permet aux établissements d'être plus visibles.

2) Anticiper et encadrer l'arrivée des enseignes numériques

Les enseignes numériques ont des conséquences importantes sur la pollution lumineuse nocturne. Bien que non présentes sur le territoire, il est important de leur donner un cadre afin d'éviter une prolifération non souhaitée. Cette orientation vise à réglementer les enseignes numériques à l'intérieur et à l'extérieur des vitrines. La surface, le nombre et les lieux acceptant ce types d'enseignes peuvent être règlementés.

3) Réduire l'impact des dispositifs d'enseignes lumineux

Comme pour les publicités, et pour lutter contre la pollution lumineuse nocturne, il est possible d'étendre les horaires d'extinction. Cette orientation vise à étendre les horaires d'extinction de 23 h à 7 h comme pour les publicités. Une plage horaire d'extinction calquée sur celle de la publicité facilite l'application.

D'autre part, cette augmentation de plage d'extinction n'a aucune incidence sur les établissements ouverts pendant cette période. Ils peuvent allumer leur enseigne 1 h avant leur ouverture et l'éteindre 1h après leur fermeture.

5.3.2 A l'échelle des communes du PNRA et aux abords des monuments historiques

1) Harmoniser les enseignes sur la base des éléments de la charte de Landerneau

Landerneau possède une charte des enseignes dont certains éléments pourraient être pris en compte dans le futur RLPi. Cette orientation vise à harmoniser les enseignes dans ces zones qui nécessitent un traitement de qualité.

Il conviendra que les communes concernées travaillent ensemble afin de définir les règles de la charte qui pourraient être reprises.

En précision, la charte du PNR n'est pas opposable et est en cours de modification.